

Serges SERVET (M. Rocard)

Socialisme et artisanat industrielle
1960.

Coll. MichelRocard.org

SOCIALISME e t

CIVILISATION

INDUSTRIELLE

Georges SERVET

6ème Section du
Parti Socialiste Autonome

-0-

s o m m a i r e

-o-

pages

I N T R O D U C T I O N	1
L A C R I S E	2
- <u>L'ECHEC</u>	2
.le socialisme	2
.la crise de la démocratie libérale	3
Les symptômes	3
La naissance de rapports nouveaux entre l'Etat et le Citoyen	5
- <u>LE REPLI</u>	
.l'eschatologie	8
.le libéralisme	8
.l'opportunisme	9
.les recettes-miracle	9
.la technocratie	10
L ' E S P O I R	13
- <u>LA CONTESTATION</u>	13
.le capitalisme fonctionne mal	13
.les objectifs parcellaires et leur puissance explosive	14
.l'incessante recherche du pouvoir	17
.le mobile : l'aliénation	20
.la démarche	25
- <u>LA LUTTE</u>	26
.les objectifs	26
.la méthode	29
.le moyen : la conquête du pouvoir	30
.les combattants	31
.l'outil : le Parti	33
C O N C L U S I O N	36

-o-

Socialisme et Civilisation Industrielle. Sur ce thème, j'ai à dire des choses qui, prises une à une, déplairont successivement à la quasi totalité d'entre vous,

- Aux libéraux, parce que j'affirmerai la nécessité pour le socialisme de se situer par rapport à la condition humaine dans sa totalité et non de limiter son domaine à la seule défense des intérêts matériels des citoyens ;
- Aux défenseurs inconditionnels du mouvement ouvrier, parce que je dirai qu'à mon sens le mouvement ouvrier n'a plus aujourd'hui le rôle moteur exclusif que lui assignaient les premiers théoriciens du socialisme et qu'il a longtemps eu,
- Aux patriotes de parti, à cause de la cruelle nécessité où je vais me trouver de souligner que le rôle des partis politiques a perdu et continue à perdre une grande partie de l'importance qu'il avait pendant les premières décades de ce siècle.

Ce faisant d'ailleurs, je n'entends pas faire oeuvre d'intellectuel ou de théoricien, mais bien oeuvre politique, presque polémique. Mon but est en effet très précis : je tiens pour nécessaire au moment où nous construisons un nouveau parti socialiste d'abandonner un langage dépourvu de toute signification concrète, de renoncer à certaines habitudes, à certaines routines politiques et surtout de définir et de traduire dans les faits les structures et les méthodes nécessaires à un groupement socialiste en prise directe avec le monde moderne. Dans cette optique, je serai parfois amené à majorer l'importance relative de certains facteurs nouveaux par rapport à l'ensemble des composantes de la situation si l'action sur ces seuls facteurs exige un travail politique particulier. La qualité de la connaissance objective en souffrira, mais notre problème est de faire le socialisme. De même, je n'évoquerai que d'une manière incidente, parfois caricaturale certains problèmes essentiels mais fort connus et longuement analysés d'ailleurs, au premier rang desquels il faut citer la disparité des niveaux de vie en Europe et l'analyse actuelle des crises en économie capitaliste.

Sur le plan de la méthode, enfin, mon propos est d'examiner les motivations et les moyens de l'action socialiste dans les pays industriels développés. C'est pourquoi on ne trouvera pas ci-dessous de références aux pays de l'Est qui ont entrepris la construction d'une société collectiviste dans des conditions radicalement différentes de celles où nous nous trouvons actuellement. Pour la même raison, le problème des pays sous-développés ne sera pas évoqué. Il est parfaitement évident que ce problème est le plus important de tous ceux qui se posent sur cette planète à l'heure actuelle, mais le seul désir d'une solution satisfaisante à ce problème n'est pas de nature à amener les masses des pays industriels développés à l'action politique, pas plus que l'action concernant les pays sous-développés ne suffit à définir les structures qu'il faut donner aux sociétés industrielles modernes.

L'objet de ma recherche est de savoir si le socialisme correspond encore à quelque chose dans les pays capitalistes à niveau de vie élevé et si oui de déterminer les raisons que les hommes de nos pays peuvent encore avoir de lutter pour une société meilleure et quelles seront les lignes de force de cette lutte. Dans ce domaine, l'action du mouvement ouvrier international, qu'il soit socialiste ou communiste n'a connu que des résultats décevants. La crise est manifeste, mais les éléments d'un nouvel espoir socialiste subsistent.

L A C R I S E

-0-

L'échec qu'a rencontré le mouvement ouvrier international a entraîné partout en Occident un repli très général. Une précaution de langage est à prendre ici : le terme de mouvement ouvrier s'applique à l'ensemble des formations socialistes et communistes alors que dans la suite de cette étude le terme de socialiste ou de mouvement socialiste s'appliquera seulement aux formations et institutions se recommandant du socialisme démocratique.

L'ECH ECLe Socialisme

Les premières ambitions du mouvement ouvrier s'ordonnaient autour de quelques thèmes fondamentaux. Un essayiste américain, Stuart Schram classe ces thèmes de la manière suivante : thème du bien-être, thème de la justice, thème prométhéen (entendez par là la prise en charge par l'humanité de sa propre destinée), thème de la dignité de l'homme, enfin thème communautaire.

Le marxisme introduisait entre tous ces thèmes, qui étaient autant d'objectifs, un lien cohérent ; leur réalisation devait être consubstantielle à la conquête du pouvoir. En effet, cette conquête allait permettre de briser la propriété capitaliste des moyens de production et d'échanges, donc de faire disparaître l'aliénation. L'humanité prenait en mains son destin, assurait son propre bien-être et la justice sociale ; les formes modernes de production étant collectives, la vie s'organise nécessairement sur des bases collectives et c'est en participant pleinement à la communauté que l'homme retrouve sa dignité. Tout cela était d'ailleurs plus ou moins implicite, mais il restait certain que la fin de la lutte des classes et de l'appropriation privée des moyens de production devait entraîner la solution des contradictions de la société, la fin de l'aliénation et la réalisation des objectifs inclus dans chacun de ces thèmes.

Par rapport à ces vastes ambitions, les résultats obtenus sont minces. Hors le cas de la Russie, venue au socialisme alors qu'elle était sous-développée et dont les problèmes sont donc sans commune mesure avec ceux des sociétés occidentales, la situation se présente partout ailleurs sous les traits suivants :

- 1.- aucun pays industriel moderne n'approche de la réalisation des objectifs ci-dessus définis. Le seul pays qui ait connu un pouvoir socialiste stable, la Suède, a très probablement réalisé le bien-être de l'ensemble de son peuple dans la mesure maximum que permettent les conditions de production. Une justice sociale relative y a été introduite mais la réalisation des trois autres thèmes n'est pratiquement pas en vue. Rien ne permet d'espérer que sur ces points, le socialisme suédois retrouve les ambitions premières du mouvement ouvrier international.

Les Etats-Unis sont proches peut-être d'avoir réalisé le bien-être de la quasi totalité de leur population sous quelques graves réserves actuellement. la justice sociale est beaucoup moins nettement instituée et pour le reste, là encore, la carance de l'effort socialiste, de l'effort ouvrier a été totale.

Quant à la Grande Bretagne, pays où le mouvement socialiste a connu la plus grande puissance, c'est à peine si l'on peut dire que l'effort vers le bien-être a rencontré un relatif succès. En ce qui concerne la justice sociale, il n'existe pas en Europe de pays plus stratifié et dont l'enseignement soit plus fermé aux éléments venant des classes populaires, ou plus exactement soit un reflet aussi fidèle des stratifications sociales du pays. Partout ailleurs, le constat de faillite est à peu près total.

- 2.- Aucune force socialiste ne semble prête à prendre le pouvoir en Occident avant de fort longues années, ou dizaines d'années. Par rapport à 1945, le recul est général.

- 3.- Aucun des problèmes que le socialisme devrait avoir vocation particulière pour résoudre, n'est résolu ni en voie de l'être. La paix, la famine dans le monde, le plein emploi, autant d'exigences fondamentales que le socialisme aurait dû aider à résoudre ou à satisfaire et qui n'ont toujours pas de réponse. Il faut même reconnaître, à cet égard, que les gouvernements conservateurs ne travaillent pas toujours plus mal que les gouvernements de gauche. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de politique internationale socialiste et les objectifs du mouvement ouvrier socialiste en matière de politique internationale sont repris par le parti républicain américain et le parti conservateur britannique, notamment sur le plan de la détente, dans des conditions qui ne nous autorisent pas à espérer que, dans leur état actuel, les forces qui s'assimilent ou se recommandent de la Gauche aient pu faire sensiblement mieux.

La crise de la démocratie libérale

Cet échec très général du socialisme des pays développés entraîne une conséquence majeure qui est la crise de la démocratie libérale.

Cette crise se manifeste par un certain nombre de symptômes. La description de ces symptômes sera surtout faite à partir de la France, mais la crise semble plus générale et elle touche l'ensemble des pays occidentaux. Partout en Occident, en effet, le fonctionnement de la démocratie a pris un caractère formel et ne met plus en cause, semble-t-il la réalité du pouvoir. Les symptômes, à cet égard, sont nombreux.

Les symptômes

- en premier lieu, la dépolitisation très générale du corps politique est probablement le signe le plus manifeste. Le corps électoral, certes, n'a jamais été profondément politisé, n'a jamais manifesté un comportement qui dépende surtout de ses choix et de ses options, mais davantage des influences personnelles au sein de la collectivité d'un certain nombre d'hommes ou d'un réseau d'institutions. Mais l'indifférence va manifestement croissant, les commentateurs politiques sont d'accord sur ce point, non seulement en France, mais dans la plupart des pays occidentaux.

La dépolitisation semble atteindre aujourd'hui les partis politiques eux-mêmes. Les partis conservent toute leur importance en tant que groupes de pression, que syndicats d'intérêts étroitement définis, mais rares sont ceux qui présentent encore une vue synthétique de la politique à faire, une critique globale et constructive de la société au sein de laquelle ils se trouvent placés. Leurs réactions, leurs actes sont parcellaires, ils ne sont plus vraiment politiques.

- en second lieu, la personnalisation du suffrage universel vient confirmer cette dépolitisation. Les exemples des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Grande Bretagne, montrent à l'évidence combien le rôle personnel d'un homme dans la campagne pour les élections législatives est important. Fuyant devant la complexité des problèmes, le corps électoral préfère n'avoir qu'à choisir entre deux hommes, entre deux visages, qui certes correspondent à deux politiques, mais bien davantage encore se présentent en tant qu'hommes avec toute leur complexité, mais aussi leurs caractéristiques physiques et vestimentaires qui ne sont pas sans influence. En France aujourd'hui également, les institutions se sont personnalisées, et si le suffrage universel ne connaît pas cette personnalisation puisque le Président de la République est élu au suffrage restreint, il n'en reste pas moins que la personnalité du Général de Gaulle est seule en cause et seule jugée devant l'opinion.
- un troisième symptôme, est le refus des intermédiaires, des partis, des institutions. L'administration, la police, le fisc, sont autant d'entités lointaines, abstraites, inconnues. On les subit sans les comprendre, sans y adhérer, sans non plus les critiquer avec une extrême précision ; on se borne à les écarter, plus ou moins à les refuser. Les partis, vus par l'opinion participent à cet égard au système dont ils sont l'un des éléments, ils sont aussi lointains, aussi soumis à la critique, aussi refusés. Que l'on songe à la popularité du slogan : "Sortez les Sotants".
- un quatrième symptôme, qui résulte d'ailleurs des précédents, mais qui touche plus profondément à la crise de la démocratie est l'absence de plus en plus grave de contrôle sur le pouvoir. L'analyse ici serait longue et pourrait être fort précise, j'évoquerai seulement deux domaines, la politique étrangère et la politique monétaire dans lesquelles il n'est pas d'exemple que les parlements ou les instruments de contrôle de l'exécutif mis en place dans les pays occidentaux n'exercent un contrôle effectif sur le pouvoir d'état. Sur le reste de l'activité économique de l'état d'ailleurs, le contrôle, pour embryonnaire qu'il soit, demeure parfaitement insuffisant.
- enfin le cinquième symptôme, qui semble également commun à la plupart des grands pays d'Occident, est la limitation du rôle de l'opposition. N'ayant plus que des chances assez faibles d'accéder au pouvoir, dans presque tous nos pays l'opposition se borne à un rôle de contestation, à une sorte de prophétisme politique, que n'anime aucune possibilité réelle de traduire en actes ces conclusions et ces critiques. La compétition pour le pouvoir est de moins en moins ouverte, de ce fait l'opposition s'étiole, et elle perd une grande partie de l'écho qu'elle pouvait soulever dans l'opinion publique.

Les raisons de cette crise de la démocratie libérale sont nombreuses. Certaines sont de tradition historique. En France, notamment, comme dans tous les pays catholiques, il est clair que la démocratie n'a jamais été vraiment acceptée par une partie très importante de l'opinion. Dans ces conditions, chaque affaiblissement de la démocratie se traduit par un renforcement des courants autoritaires qui n'ont jamais perdu complètement leurs racines.

Mais surtout, et c'est ce qui importe le plus à notre objet, la démocratie libérale impliquait un contrôle du pouvoir dans l'état libéral, c'est-à-dire dans l'état conçu en vue du laisser-faire, du laisser-passer. S'il est faux de dire que l'état libéral du 19ème Siècle n'intervenait pas dans la vie économique, il reste que son rôle économique était faible, que les données essentielles de l'activité du pouvoir d'état étaient administratives, budgétaires et internationales et que sur ces plans les premières formules dans lesquelles s'est concrétisée la démocratie, à savoir pour l'essentiel le suffrage universel, suffisaient, à peu près, à assurer un relatif contrôle. Mais l'état intervenant de plus en plus dans le domaine économique, la démocratie se trouvait, soit vidée de son sens, soit obligée de traduire les exigences de contrôle sur lesquelles elle se fondait par de nouvelles techniques adaptées au pouvoir économique. Seul le socialisme pouvait permettre cette évolution, mais sa carence a empêché qu'elle se fasse. La démocratie moderne est aujourd'hui vidée de l'essentiel de son contenu, dans toute la mesure où l'activité essentielle du pouvoir qui vise l'organisation de la vie économique et la redistribution des revenus, échappe pratiquement à un véritable contrôle populaire.

Naissance de rapports nouveaux entre l'Etat et le Citoyen

Il faut noter cependant que cette crise de la démocratie libérale n'aboutit pas à un échec total, à une disparition. Il se produit une transformation des rapports entre le citoyen et le pouvoir et cette transformation comporte peut-être les éléments d'une nouvelle forme de démocratie, plus effective et plus populaire sur laquelle il importe de se pencher.

A cet égard, la communication directe entre l'opinion et un homme n'a pas que des aspects négatifs. Si les problèmes politiques sont clairement posés, si le choix présenté à l'opinion au moment d'une campagne électorale l'est clairement et si les deux hommes en présence s'opposent pour des raisons qui méritent que l'on choisisse entre elles, il y a amorce de démocratie directe, il y a éléments de jugement. Même en l'absence de toute hypothèse électorale, l'incarnation du pouvoir en un homme seul, comme on la constate actuellement en France, fait reposer sur cet homme toutes les responsabilités. Responsable de tout devant tous, le Général de Gaulle sera, à cet égard, jugé. Il ne peut plus éluder. Prenant de la précision, ayant perdu son caractère indistinct et anonyme de la 4ème République, le pouvoir est maintenant soumis à jugement. Ceci ne saurait être considéré comme négatif.

Par ailleurs, le déroulement même des opérations électorales laisse deviner, dans certains cas, des attitudes des votants qui comportent une prise directe sur le pouvoir. L'analyse traditionnelle des théoriciens politiques est que le vote permet à l'opinion d'affirmer ses choix, ses orientations, les fidélités diverses qu'elle ressent à l'égard de tels ou tels hommes politiques. Mais un certain nombre de phénomènes nouveaux ne sont guère explicables au moyen de ces hypothèses traditionnelles. Négativement, le slogan "sortez les sortants" est une attitude globale devant les pouvoirs, compte non tenu des formules proposées. D'une manière beaucoup plus positive, on sait que les listes d'union de la Gauche, chaque fois qu'il s'en constitue, recueillent dans le corps électoral, un nombre de voix toujours largement supérieur au total du nombre de voix que pouvait espérer séparément chacune des listes regroupées dans celles d'union. Ce phénomène implique qu'un certain nombre d'électeurs pratique l'abstention ou le vote pour la liste d'union comme des moyens précis d'orienter les structures politiques dans la direction qui leur convient, sans exprimer pour autant, ni une fidélité personnelle, ni un choix précis entre les doctrines que leur proposent les structures politiques.

Du la même manière, un scientifique connu disait récemment "Je vote pour introduire une perturbation dans le système". Cette phrase étrange vous permettra, en fait, de constater que beaucoup de citoyens votent pour introduire une perturbation dans le système.

A la même idée de prise directe sur le pouvoir, et de refus des structures intermédiaires qui se proposent d'exprimer les choix permanents de telle ou telle fraction de l'opinion, s'apparente également un autre phénomène, celui de la prime aux invalidés. Il n'est pas d'exemple qu'un député ou un sénateur invalidé par sa Chambre ne retrouve devant le corps électoral encore davantage de voix qu'il n'en avait eues au premier tour. Les voix nouvelles expriment également une attitude devant le pouvoir qui, pour être négative, n'en est pas moins une attitude directe, une mise en cause qui ne passe pas par les structures proposées, par les choix offerts par les institutions politiques.

Enfin le phénomène récent des électeurs communistes traditionnels qui ont voté oui au referendum et UNR aux élections législatives de 1958, manifeste probablement une tendance de même nature. Ces électeurs, au nombre de 800.000 à 1.000.000 n'ont pas été animés par le désespoir total que l'on a bien voulu dire, sinon ils se seraient abstenus, n'ont même pas été animés par une rupture définitive et brutale avec le parti communiste, sinon ils auraient conservé leurs voix à l'UNR au lieu de revenir au parti communiste dans les élections municipales qui ont suivi trois mois après les élections législatives. Leur comportement était précis, il visait, après l'échec constaté de formules politiques auxquelles ils avaient donné leur adhésion jusque là, à mettre en place une nouvelle formule, cautionnée par le Général de Gaulle et, ceci fait, il fallait revenir aux affaires sérieuses, c'est-à-dire à la défense des intérêts de classe, et ce faisant, voter communiste. Toujours le réflexe est le même, prise directe sur le pouvoir et non pas expression d'une fidélité, désir de se voir représenter, par des institutions politiques offertes au corps électoral. C'est encore une amorce de démocratie directe.

Un autre aspect de la transformation des rapports entre le citoyen et les pouvoirs est la politisation croissante d'organismes extérieurs aux partis. Si, en effet, les partis ont en général perdu leur qualité principale qui est d'opposer à la politique qui se fait une vue globale et cohérente de la politique qu'il faudrait faire, un certain nombre d'organismes, caractérisés par leur liaison étroite avec un milieu social déterminé, sont arrivés, par la prise en charge collective des problèmes de ce milieu social, à formuler leurs exigences en termes carrément politiques. C'est bien entendu le cas des minorités qui vivent actuellement dans les centrales syndicales françaises et qui y sont les foyers les plus actifs. Mais c'est aussi le cas du groupe des Jeunes Patrons, du Centre des Jeunes Agriculteurs, de l'Union Nationale des Etudiants de France, des divers mouvements qui composent l'association catholique de la jeunesse française, enfin de petits groupes divers comme Vie nouvelle, comme le Club Jean Moulin. Dans toutes ces manifestations d'une recherche de formulations politiques, adaptées aux problèmes techniques qui se posent à chacun des milieux sociaux en cause, il faut voir, à la fois, la condamnation des formules politiques traditionnelles proposées par les partis et la recherche d'une démocratie nouvelle, plus adaptée aux problèmes concrets auxquels font face les individus dans la société.

Sur un tout autre plan, les moyens d'information de masse, caractéristiques très nouvelles de notre civilisation industrielle, jouent un rôle important pour la formation de ces rapports nouveaux entre le citoyen et les pouvoirs. Dans le domaine politique, en effet, le fonctionnement des grands moyens d'information, presse, radio, télévision, fait apparaître un constant décalage entre l'événement et les réactions des appareils politiques. Le citoyen reçoit les nouvelles et réagit, d'une manière plus ou moins développée, mais réagit tout de même avant de connaître les propositions de réactions que formuleraient les partis politiques les compétiteurs du pouvoir en place. D'autre part ces grands moyens d'information de masses appellent à l'enthousiasme ou à la colère, à l'adhésion ou au refus, toujours au réflexe, jamais au raisonnement.

Mais, ce faisant, ils appellent à l'attitude politique, indépendamment des propositions de l'encadrement politique. Si l'on réussit à donner à ces véhicules une orientation compatible avec la démocratie et qui fasse appel à des comportements civiques fondés en raison et non plus fondés sur des passions ou des hystéries, il y a là un germe nouveau de démocratie directe.

Il faut souligner, enfin, que dans certains pays d'occident, naissent des formes de démocratie nouvelle, dont l'importance ne saurait être sous-estimée. La place que prend dans la détermination du niveau de vie de chacun des citoyens américains la négociation collective, est, à cet égard, l'élément d'une démocratie très réelle. Le poids des syndicats américains, leur insertion dans la vie économique, leur puissance contractuelle qui maintenant semble dépassée durablement sinon définitivement, celle du patronat, leur permettant de prendre en charge les problèmes quotidiens de chacun des travailleurs qui leur sont affiliés. C'est un fait bien connu et largement commenté que les syndicats américains ont, beaucoup plus que les syndicats européens, ordonné les problèmes de la vie quotidienne au travail, des normes, des cadences, des chronométrages, des rapports, des relations d'ateliers. Sur tous ces plans, l'action du syndicat est beaucoup plus concrète, beaucoup plus proche de chacun des travailleurs qu'elle ne l'est dans les pays d'Europe. La mise sur pied d'un pouvoir technique de contre-expertise devant les décisions du patronat sur chacun des problèmes qui concernent le travailleur est d'une extrême puissance, à la fois comme facteur de mobilisation des travailleurs et comme facteur d'évolution, de progrès économique pour l'ensemble des entreprises. Poussés d'ailleurs par la logique de la prise en charge des milieux sociaux pour lesquels ils travaillent, les syndicats américains sont amenés, malgré leurs choix politiques volontairement limités, à poser les problèmes de l'économie générale dans des termes, sinon révolutionnaires, du moins très profondément novateurs. Le salaire annuel garanti, la lutte pour le plein emploi et le contrôle de l'automatisation à cet égard, enfin les récentes demandes du syndicat de l'automobile visant le partage des bénéfices de cette industrie et renonçant à une hausse de salaires sous condition d'une baisse des prix, sont autant de signes que, même sans doctrine politique, la simple action syndicale, quand elle est poussée jusqu'à ses plus extrêmes conclusions, est porteuse de transformations profondes dans la société.

C'est donc le mouvement socialiste qui devrait conserver ou reprendre l'initiative des luttes politiques pour la démocratie. En adaptant ces luttes et ces revendications aux formes nouvelles de la vie publique telles qu'elles sont nées dans les grandes villes, dans la civilisation industrielle.

L'analyse des causes de l'échec qu'a rencontré le mouvement socialiste, serait ici riche d'enseignements. Mais ces causes, pour anciennes qu'elles soient, ont introduit un décalage, constamment grandissant, entre les programmes et les structures du mouvement socialiste d'une part, et les conditions de la lutte politique moderne, d'autre part. Plutôt qu'une analyse historique des causes de l'échec, c'est une analyse actuelle de cette inadéquation qu'il faut mener. Les conclusions ne seront guère différentes, mais plus actuelles et plus directement utilisables pour l'avenir. A cet égard, l'échec du mouvement ouvrier ou du mouvement socialiste a entraîné partout, sauf en Grande Bretagne où la partie n'est pas jouée, un repli qu'il faut maintenant évoquer.

L E R E P L I

Devant son impuissance et devant la crise de la démocratie, le mouvement ouvrier, dans son ensemble, ne présente que des réflexes de refus, de crainte ou de renonciation. Les petits partis français, UGS et PSA sont seuls en Occident, avec le Parti Socialiste Italien, à défendre encore, ce que nous appelons, une conception authentique du Socialisme. Partout ailleurs, la fuite est générale.

La première forme de fuite est l'ESCHATOLOGIE, c'est-à-dire l'attente d'une solution miracle, hors de portée pour les générations présentes. Ce type de fuite est incarné par le communisme et tout spécialement par le Parti Communiste Français. Son raisonnement fondamental est en effet le suivant : l'importance croissante de la Russie et de la Chine, le passage inévitable du Tiers Monde au Communisme entraîneront de tels bouleversements sur l'ensemble de la planète, que la révolution gagnera inévitablement, par inertie, en quelque sorte sur sa lancée. En attendant le PC se mure dans son sectarisme routinier, impuissant à traduire ses dogmes dans des termes adaptés aux sociétés modernes, renonçant à agir sérieusement à court terme sur les structures françaises, stérilisant, dans une attente vaine, la partie la plus vivace de la classe ouvrière française.

La deuxième forme de fuite est le LIBERALISME. Au contraire de la première, c'est la renonciation à toute ambition politique globale, c'est la limitation du parti et de son action à la seule défense négative des libertés publiques sans même progresser dans l'analyse de leur mise en cause, sans même poursuivre cette défense jusqu'à ce qu'exigerait, par exemple, le contrôle des moyens techniques qui sont aujourd'hui nécessaires pour l'exercice de la liberté de la presse ou de la liberté d'association. Il y a là une dégénérescence caractérisée, dont le nouveau programme du Parti Socialiste Allemand donne un exemple particulièrement net. Si nous en croyons l'extrait donné par le journal Le Monde, le dogme du "passage de la propriété privée à la socialisation des moyens de production" est abandonné. "Les bases de la politique économique sont désormais le libre choix de la consommation et du lieu de travail, ses éléments essentiels, la libre concurrence et l'initiative privée." La renonciation est d'ailleurs générale, elle ne porte pas seulement sur la politique économique, elle implique, par exemple, que la social-démocratie renonce à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle "respecte les églises et les communautés confessionnelles, leur mission particulière et leur indépendance et approuve qu'une protection leur soit accordée par les pouvoirs publics." Enfin, le Parti Socialiste Allemand, se prononce en faveur de la défense nationale, demandant simplement qu'elle soit adaptée aux conditions particulières de l'Allemagne divisée.

Ce programme est l'expression parfaite d'un conformisme libéral sans ambition; cependant, on ne saurait le blâmer trop tôt sans mériter critique, car les socialistes allemands ont eu, en adoptant ce programme, le mérite de la franchise, mérite que n'ont pas leurs collègues SFIO de France, dont l'action politique ne va pourtant pas plus loin que celle qui vient d'être définie.

La troisième forme de fuite est l'OPPORTUNISME, c'est-à-dire la défense au jour le jour de revendications purement parcellaires, sans cohérence entre elles ni mise en cause des structures de la société. C'est au premier chef la politique que pratique la SFIO. A la limite, le parti n'est plus qu'un groupe de pression, il est mûr pour toutes les compromissions politiques, il a pour but de promouvoir la carrière politique de ses élus, la carrière administrative de ses membres, il est un syndicat d'anciens employés, d'anciens combattants, bref de parties prenantes à la distribution des deniers publics, il n'est plus vraiment un parti politique révolutionnaire, ni même sérieusement réformiste.

La quatrième forme de fuite est la fuite dans ce que l'on pourrait appeler les RECETTES-MIRACLE. Il en est de deux types, certaines sont simplement des mots, ainsi la Fédération des Bouches-du-Rhône de l'UGS s'oppose actuellement à la fusion compromettante au nom de la mutation révolutionnaire. Ce que nos camarades attendent par là, sous ce vocable, est incertain; mutation révolutionnaire, comment, par quels moyens, sous quels délais, et surtout avec quelles forces politiques et quelles forces sociales derrière elle, tout ceci n'est pas précisé; la mutation révolutionnaire et son attente sont le moyen d'éviter les difficultés de la situation présente.

Au delà des mots, il existe parmi les recettes-miracle des techniques, de véritables techniques-panacées. La plus souvent citée est celle de la gestion ouvrière. Que l'on ne me fasse pas dire ce que je ne dis pas, il s'agit ici d'une technique essentielle de la démocratie moderne. Mais certaines façons d'y faire référence, de croire que la gestion ouvrière résoudra tous les problèmes, qu'une fois assuré le contrôle ouvrier sur l'Etat et sur les conditions de production tout sera résolu, constituent, en fait, une fuite devant la complexité, la difficulté, de la situation présente.

Ceci est d'autant plus manifeste que les syndicats britanniques, parfaitement conscients de leurs responsabilités, ont toujours refusé d'être associés aux conseils d'administration des entreprises nationalisées d'Outre-Manche, que l'expérience allemande de co-gestion est un échec, sur lequel d'ailleurs il faudra revenir plus loin, enfin que les syndicalistes français parmi les plus éminents, notamment Pierre Lebrun dans une enquête récente de l'Observateur, ont affirmé leur hostilité à la gestion ouvrière, tout au moins, en ce qui concerne le secteur privé dans l'état actuel où il est en France. La gestion ouvrière se présente alors comme une technique générale d'organisation de la société à long terme, et l'on pourrait ici tomber d'accord, mais rien n'est prévu, rien n'est proposé quant au mode d'accès, quant à la période transitoire, quant aux formes de gestion que l'on peut accepter et celles que l'on doit refuser jusqu'à ce que l'ensemble de la société soit conforme aux structures nouvelles souhaitées. Invoquer la gestion ouvrière comme le seul remède aux difficultés actuelles de la société est en fait refuser d'aborder de front ces difficultés.

Une autre technique panacée est parfois avancée, notamment parmi les milieux socio-démocrates. Ce sont les nationalisations. Les nationalisations sont l'alpha et l'oméga du socialisme, il faut tout nationaliser et le socialisme sera réalisé. Mais jusqu'où, comment, pourquoi en faire, qu'y a-t-il d'insuffisant dans les nationalisations déjà faites, comment se servir des nationalisations: à faire pour, d'une part, améliorer de manière décisive la situation du personnel, d'autre part, exercer par les nationalisations un contrôle efficace sur l'ensemble de l'économie, tout ceci n'est pas précisé, tout ceci est étranger à la réflexion de nos socio-démocrates, en fait les nationalisations ne sont qu'une technique parmi d'autres, dont nous savons ^{des} aujourd'hui qu'elle ne résoudra qu'assez peu de choses.

Aucune raison sérieuse de succès n'est à espérer d'une nationalisation généralisée, aucune vue globale ne nous est proposée sur les suites à en attendre. S'il reste certain que les secteurs essentiels de l'économie doivent être nationalisés, il importe de savoir pourquoi, comment, dans quelles limites, selon quels critères les nationalisations doivent être faites et quelle structure nouvelle doit être donnée aux entreprises nationalisées qui, dans l'état actuel des choses, ont conservé des structures assez proches de celles du secteur privé.

Enfin la cinquième forme de fuite mérite un examen plus attentif. Elle est celle des plus exigeants parmi les représentants du mouvement socialiste. Elle est celle de ceux qui demeurent conscients de l'urgence d'un certain nombre de réformes et de modifications précises, tout en étant sensibles à la acuité politique profonde des vues que nous propose la social-démocratie. La réponse est alors la fuite vers la TECHNOCRATIE. le terme est d'un emploi délicat, il sera pris ici uniquement comme tentant de définir un système d'organisation de l'économie et de la vie publique dans lequel les responsables placés au sommet des hiérarchies politique et économique sont désignés en fonction de leurs seules compétences et prennent leurs décisions sans autre appel et sans autre contrôle que celui de leurs pairs, que celui de la réunion de l'ensemble des directeurs, des technocrates. Une distinction profonde et importante est à faire entre les dirigeants de l'économie et de la vie publique et l'ensemble de la classe des techniciens qui ne sont pas pour autant des technocrates. Si l'on donne de la technocratie la définition restrictive que l'on vient de proposer, il faut alors admettre qu'un régime ainsi géré et auquel nombre de socialistes font confiance pour réaliser le plein emploi, une politique de logement, l'amélioration générale des niveaux de vie, peut-être même une relative égalisation des niveaux de vie comporte de graves insuffisances, de graves limites.

En premier lieu, et compte tenu du droit de chacun à l'erreur ou de la faiblesse générale de l'espèce humaine, la technocratie est sujette à des risques particuliers, d'erreurs techniques, à cause de l'information insuffisante qu'elle se donne. On a vu par exemple récemment le cas d'une grande entreprise chimique où la distribution des liquides au personnel était faite par les services administratifs à des heures correspondant à celles du travail de bureau alors que les ouvriers assoiffés travaillaient par postes de huit heures et recevaient de ce fait leur ration de thé ou de bouillon une heure et demi après avoir pris le poste et restaient 6 heures et demi assoiffés. De manière plus générale les exemples sont nombreux de décisions importantes que la technocratie ne peut prendre avec efficacité car elle ne cherche pas la source de son information et de son pouvoir d'une manière assez ouverte. L'exemple le plus net est celui de la décentralisation industrielle en France. Si la technocratie est capable de concevoir la nécessité de décentraliser l'industrie, elle ne peut accepter l'idée de décentraliser son propre pouvoir, car elle n'a pas le moyen de savoir s'il existe en dehors d'elle des possibilités sérieuses de faire vivre des circuits économiques nouveaux; sa vision est limitée à ce qu'elle peut connaître, à ce qu'elle sait d'elle-même et de la matière qu'elle travaille, lorsque ce cadre apparaît insuffisant - dans notre exemple, lorsqu'il faut décentraliser jusqu'à la décision économique - la technocratie est impuissante.

En second lieu, la technocratie n'est pas juge des besoins. Son attitude fondamentale est de prendre comme données les bases du système économique dans lequel elle est placée. Dans le système qui nous régit actuellement, il n'existe de besoins que solvables. Par exemple, en ce qui concerne la politique du logement, la technocratie ne peut pas introduire de jugements fondés sur la nature réelle des besoins non solvables pour trancher du problème qui consiste à choisir entre les logements locatifs et l'accession à la propriété. Pour la technocratie, le besoin le plus solvable est celui de l'accession à la propriété, il sera donc le besoin prioritaire.

En troisième lieu, la technocratie est impuissante devant certains intérêts, devant la majorité des intérêts privés, car elle ne dispose pas de critères absolus pour juger de leur légitimité. Au contraire, elle est tentée de considérer la défense des intérêts privés, non scandaleux, comme étant son rôle essentiel. On connaît la demande récente de la Banque Fédérale Américaine visant à contrôler l'ensemble du crédit et des cours monétaires, sur l'exigence de la finance privée car la banque fédérale doit garantir les créanciers. De même, on connaît la position des négociateurs français du traité de Marché Commun en matière agricole, placée dans le cadre où elle était, la technocratie française n'avait pas la possibilité de juger de la légitimité ou de l'illégitimité des besoins de protection de l'agriculture française, ces besoins étaient considérés comme des données, donc indiscutables.

Enfin, et surtout, la technocratie est impuissante devant les intérêts à cause du secret dont elle entoure son action. Lorsque certains de ces intérêts - bouilleurs de crus, syndicat des bouchers, betteraviers, transporteurs routiers - choisissent l'action ouverte, l'action de masse devant l'opinion publique, la technocratie se révèle largement impuissante.

En quatrième lieu, la technocratie est nécessairement conservatrice. Elle est conservatrice parce que l'évolution économique n'est jamais linéaire. Il se produit de temps à temps des seuils, il se produit des blocages dans l'évolution vers le progrès et lorsque telle est la situation, il faut faire sauter l'ensemble des barrières. C'était le cas de l'évolution du droit commercial avant 1789. C'est peut-être le cas aujourd'hui, si l'on en croit Monsieur Mendès-France, représentant averti de la technocratie qui, lors de son expérience gouvernementale de 1954, disait que les problèmes s'abordent un à un et qui dit aujourd'hui que nous sommes devant une nouvelle bastille et qu'il faut aborder tous les problèmes à la fois, car un certain nombre de barrières fondamentales doivent sauter. Dans un tel cas, la technocratie qui s'appuie sur un réseau de notables et de compétences, dont le pouvoir risque d'être mis en cause par la suppression des barrières visées, ne peut elle-même songer à sauter ces barrières, à les réduire, ne peut elle-même songer à franchir le seuil. Il faut alors une puissante volonté politique tirant sa force d'une autre couche sociale que celle des dirigeants pour promouvoir les formes juridiques à l'intérieur desquelles les rapports de production pourront se traduire plus efficacement. La technocratie est donc nécessairement conservatrice, à long terme. Il ne faut pas négliger cependant qu'en courte période, la technocratie peut être génératrice de progrès, particulièrement quand le pouvoir politique est faible.

En cinquième lieu, enfin, la technocratie néglige, dans sa façon d'aborder les problèmes et de leur trouver des solutions, un besoin fondamental de l'homme qui n'est pas d'ordre matériel. Albert Béguin disait "le besoin spirituel le plus profond de l'homme n'est ni d'ordre, ni de justice, mais de signification". A cet égard, la réponse de la technocratie aux problèmes de l'économie moderne néglige profondément l'élément humain. Mais sur ce point, nous reviendrons longuement dans la deuxième partie de cette étude.

La dominante de ces diverses formes de repli peut s'analyser de la manière suivante : dans tous les cas les objectifs sont de plus en plus limités au pouvoir d'achat, à court terme le socialisme devient purement quantitatif, purement acquisitif, il ne vise que le bien-être et les problèmes de structure, les problèmes de construction de la société à long terme sont repoussés à des échéances non précisées et en général imprévisibles. Devant un tel marasme du mouvement socialiste et du mouvement communiste, disons du mouvement ouvrier des pays industriellement développés, autour de quoi peut se reconstruire un espoir socialiste ?

Coll. Michel Rocard

L ' E S P O I R

-0-

Après tout, si le mouvement ouvrier international a connu un vaste échec, cela résulte probablement de ce que le socialisme n'était pas rigoureusement inévitable, n'était même pas nécessaire. Pourquoi s'acharner à la construction du socialisme si celui-ci s'avère inutile, si la société, tant bien que mal nous satisfait.

Le premier facteur à examiner, si l'on veut mesurer les chances d'un espoir socialiste, est ce-lui qui concerne la contestation que mérite notre société. Si cette contestation demeure très faible, limitée, peut-être n'y a-t-il d'autre chose à faire que de s'insérer dans le système pour y améliorer quelques points de détail en acceptant les grandes lignes fondamentales. Si, au contraire, il nous semble que la société mérite contestation, qu'elle exige de grands progrès, qui ne peuvent provenir que d'une critique constructive, après l'examen de la contestation, il faudra examiner les données de la lutte.

LA CONTESTATION

Le premier élément de la contestation résultera de la réponse que l'on donne à la question de savoir si la société capitaliste fonctionne bien ou mal. Or il est difficilement niable que, même si l'on considère ses structures comme données, certaines réformes demandées par la social-démocratie classique restent à faire. Il existe toujours un capitalisme attardé, celui des petites unités, celui des régions sous-développées, il existe toujours un capitalisme malthusien, celui des grands trusts et des ententes visant à raréfier la production pour maintenir les prix sur le marché; il existe enfin, et c'est le plus menaçant, un capitalisme irresponsable, qui, par refus d'une planification à long terme et des contrôles nécessaires, aboutit à la récente crise américaine, à la crise charbonnière, en Europe.

La crise américaine fut, semble-t-il, voulue dans la mesure où les techniques nécessaires pour y mettre fin étaient parfaitement connues et ont été rejetées par le patronat américain qui voyait dans ces techniques la naissance d'un contrôle de l'Etat sur les entreprises.

La crise charbonnière, en Europe, était, elle, difficilement évitable, c'est une crise structurelle due à la concurrence de nouvelles sources d'énergie, essentiellement les fuels et le gaz, mais cette crise pouvait être, dans une certaine mesure, enrayerée par une prévision, une réorganisation suffisamment ample et voyant suffisamment loin. A cet égard, ce n'est pas un hasard si la France, seul pays où les charbonnages étaient nationalisés a été l'un des pays les moins gravement atteints.

Mais le fait de mettre un terme à ces insuffisances criantes ne suffit cependant pas à définir le socialisme, à permettre même l'emploi du terme. Sur tous ces points le parti démocrate américain a oeuvré plus utilement que la SFIO ne l'a fait en France. Il faut prendre garde ici que nos revendications les plus urgentes, à nous Français, contestent le capitalisme attardé au nom du capitalisme lui-même et fondent nos espérances de succès, à court terme, sur la combattivité des ouvriers des industries menacées ou retardataires. Au terme du processus, au terme des aménagements techniques et économiques nécessaires, la vraie question, la seule question est celle que se posent déjà les travaillistes britanniques : Suffit-il pour faire aboutir nos exigences de justice sociale de se limiter aux ambitions et aux méthodes du parti démocrate américain, ou bien le terme de socialisme a-t-il encore un sens pour nous et autour de quoi faut-il reconstruire le socialisme actuellement en voie d'extinction ?

Pour pousser la réflexion sur la société capitaliste qui fonctionne mal, il nous semble nécessaire d'examiner, tout d'abord, nos objectifs parcellaires et de mesurer la puissance explosive qu'ils contiennent. Devant l'ampleur des problèmes ainsi soulevés, il faudra examiner alors la question de la conquête du pouvoir, c'est-à-dire le moyen de réaliser les objectifs ainsi déterminés, puis monter encore à un stade supérieur de recherche pour voir dans quelle mesure existe encore un fait sociologique fondamental, qui mérite d'être appelé aliénation, et qui légitime à la fois la protestation contre les structures actuelles et l'engagement des masses populaires dans la lutte pour leur modification. Ce faisant, on suivra la démarche socialiste traditionnelle, non pas dans sa cohérence logique, mais dans sa progression pratique des problèmes immédiats vers la réflexion la plus générale et, ce faisant, il conviendra d'examiner ce qui reste de notre bagage idéologique.

Les objectifs parcellaires et leur puissance explosive

Si la réflexion et l'action politiques sont menées avec cohérence, on s'aperçoit vite que les plus importantes de nos revendications parcellaires, quand on renonce à tout opportunisme, amènent à provoquer le bouleversement de la société capitaliste actuelle. Il en est trois exemples particulièrement clairs, celui du plein emploi, celui de la liberté de la presse, celui de l'enseignement.

En ce qui concerne le plein emploi d'abord, la démonstration en a été apportée, de manière éclatante, par notre ami Ardant. Une politique de plein emploi ne peut être mise en vigueur par la société capitaliste, car elle est directement contradictoire avec ses intérêts. Notons qu'à cet égard, les techniques des politiques de plein emploi sont connues et, économiquement, une crise du capitalisme n'est plus un phénomène incontrôlable, n'est plus un phénomène fatal, inévitable. Ceci condamne notamment toute conception d'une évolution catastrophique du capitalisme, car il viendra toujours une époque où le grand patronat prendra conscience des impératifs de sa survie, suffisamment à temps avant que l'existence d'une solution permette aux masses populaires de provoquer un bouleversement violent des structures de la société.

Dans le court terme, une politique de plein emploi ne peut être mise en vigueur parce que :

- 1.- le sous-emploi est un moyen de pression utile pour le capitalisme, la main-d'oeuvre est, en effet, plus malléable, les entreprises plus faciles à gérer, les décisions patronales moins coûteuses, les salaires moins élevés.
- 2.- les techniques du plein-emploi réduisent le profit capitaliste, d'une part à cause du volume des investissements publics, lorsque ces investissements sont faits dans des secteurs où l'activité économique peut être rentable, c'est autant de profit possible qui est retiré au grand capital, d'autre part parce le plein-emploi et l'aide aux investissements publics et privés impliquent une politique de réduction du taux de l'intérêt.

3.- enfin, parce que la réalisation du plein-emploi exige une politique de consommation, c'est-à-dire une politique de hauts-salaires, donc de réduction des profits, et une politique de redistribution des revenus par un impôt égalitaire, donc un impôt direct, donc encore un prélèvement sur le profit.

Par ailleurs, ces techniques sont délicates et elles exigent un contrôle précis et permanent de l'état sur l'économie et sur les entreprises, notamment en ce qui concerne les prix, la sélection des investissements et la sélection du crédit. De tels contrôles sont inacceptables par les entreprises capitalistes, mieux vaut le sous-emploi.

Enfin, un pays qui voudrait faire une politique de plein emploi, tout en ayant des relations avec ses voisins sur la base d'un libre échange complet, ne pourrait le faire que si ses voisins suivent la même politique. S'ils ne la suivent pas, au contraire, par des moyens bien connus, notamment le dumping, les pays voisins exporteront leur chômage au sein du pays qui cherche le plein-emploi. Dans ces conditions, c'est la structure du capitalisme international qui se trouve mise en cause.

Au terme de cette analyse, se trouvent contestés non seulement la propriété des moyens de production, mais également l'ensemble du système économique, du système de financement de l'activité.

L'exemple de la liberté de la presse est aussi clair que celui du plein-emploi pour montrer combien une revendication, simple au départ, aboutit vite à une mise en cause des structures dans lesquelles nous vivons.

En premier lieu, la liberté de la presse exige que le gouvernement soit mis dans l'impossibilité de saisir arbitrairement les publications. C'est ici l'attaque contre toute une politique gouvernementale et contre les forces sociales qui la sous-tendent. A partir de ce seul fait, on se trouve engagé dans un conflit politique qui vise, en fait, à modifier le rapport de forces au sein duquel se trouve placé le pouvoir. D'autre part, la liberté de la presse devant les puissances d'argent exige que soit mis fin à l'empire des dites-puissances sur les principales publications de notre presse, c'est Monsieur Prouvost des textiles, pour Paris-Match, c'est M. Boussac, également des textiles, pour l'Aurore, Lazareff qui représente les Messageries Hachette pour France-Soir, et Dassault qui représente la construction aéronautique, pour Jours de France. Mais en même temps qu'il faut mettre fin à l'empire de ces puissances d'argent, il faut dégager de nouveaux moyens financiers pour la presse, la radio, les moyens d'information dont il faut garantir l'indépendance et ces moyens financiers ne doivent pas être soumis au grand capital. Encore une raison d'en bouleverser la structure.

L'exemple de l'enseignement est aussi net. A cet égard, l'objectif essentiel qu'il nous faut poursuivre pour en vivifier les structures, pour lui permettre de faire face aux besoins du pays et par souci de justice sociale, est la démocratisation. En ce qui concerne le développement de l'enseignement technique, démocratisation de l'enseignement, cela signifie forte augmentation des crédits publics, ce qui pose tout de suite des problèmes budgétaires de choix entre tel ou tel type d'activité, défense nationale par exemple et enseignement technique, et d'autre part, il convient de soustraire à l'industrie privée le moyen de former ses hommes; la formation par le biais de l'enseignement technique doit être publique, ouverte à tous, sans que le patronat ne puisse y trouver le moyen de se fournir lui-même en cadres soumis et dépourvus de réflexion critique.

Au niveau de l'enseignement secondaire, qui est actuellement le goulot d'étranglement économique le plus important, pour les classes peu aisées de ce pays, la démocratisation ne peut se faire que par la création d'une allocation scolaire visant à décharger les familles, non seulement des charges qu'implique, pour un enfant, le fait de suivre l'enseignement secondaire, mais visant même à compenser la perte de ressources qu'entraîne une mise au travail plus tardive. Ceci pose à nouveau le problème de crédits budgétaires et le problème de la redistribution des revenus. Si une solution était trouvée, sur ce point, on s'apercevrait d'ailleurs que la minoration de la puissance de l'école libre en France irait assez vite de soi.

Enfin, au niveau de l'enseignement supérieur, la technique destinée à assurer l'ouverture de cet enseignement à toutes les classes de la nation est connue, elle a été longuement décrite, c'est le pré-salaire. Or, le pré-salaire implique une contestation radicale du système paternaliste des bourses, qui consiste pour la bourgeoisie à sélectionner les individus les plus doués parmi les classes populaires en leur offrant de partager les bénéfices du système; le pré-salaire, implique par ailleurs la nécessité d'une rémunération qui soit fixée en fonction du salaire minimum inter-professionnel garanti, de plus pour être compatible avec l'autonomie traditionnelle et très nécessaire à présent, de l'Université, le pré-salaire doit être géré d'une manière démocratique, il importe de prévoir des institutions de co-gestion, on sait d'ailleurs que l'Université française est le seul secteur de la vie de ce pays où les institutions de co-gestion aient fait des progrès sensibles depuis 1945.

Enfin, et surtout, le pré-salaire implique une adaptation du nombre des étudiants aux débouchés économiques et suppose une articulation de l'enseignement sur la structure économique du pays. Ceci signifie une nécessaire planification donc une mise en cause des méthodes selon lesquelles est actuellement dirigée l'économie de notre pays.

Des analyses analogues pourraient être menées pour la recherche, pour les programmes de l'enseignement, et surtout de manière plus générale, sur un certain nombre de difficultés fondamentales auxquelles nous nous heurtons et à partir desquelles les structures de la société capitaliste française seraient complètement mises en cause, exemple le problème du logement, celui de la monnaie, celui de la ville de Paris et de son aménagement, celui de la décentralisation industrielle, la liste est infinie.

Tout éclate de partout, dès l'instant que l'on veut donner cohérence aux revendications les plus élémentaires. Dans ces conditions, le problème apparaît être, après avoir défini les objectifs à réaliser, les institutions à mettre en place, les réformes à faire, de conquérir le pouvoir pour ce faire, même si l'on se borne à des exigences qui n'ont, au départ, pas grand chose de révolutionnaire.

L'incessante recherche du pouvoir

Je m'intéresse moins ici à la philosophie politique et aux analyses avancées par les théoriciens les plus avertis qu'à ce que j'appellerai les conceptions motrices, c'est-à-dire l'analyse commune généralement reçue par l'ensemble des forces du mouvement ouvrier international et ces conceptions motrices sont très caricaturées, très insuffisamment nuancées par rapport aux analyses profondes desquelles elles découlent cependant.

Selon le marxisme, tel qu'il est pratiqué actuellement, tel qu'il est mal digéré, tel qu'il a été caricaturé par ces zelateurs, le pouvoir se présente comme un phénomène pratiquement consubstantiel à l'appropriation collective des moyens de production. La confusion vient d'ailleurs de Marx lui-même, ou tout au moins du Manifeste, dans lequel aucune analyse précise du pouvoir, en tant que tel, n'est proposée. Les expressions "conquête du pouvoir" et "appropriation collective des moyens de production" sont bien souvent interchangeables, elles sont, en tout cas, rigoureusement synonymes, le pouvoir d'état n'étant que la couverture du pouvoir effectif du capital, lequel pouvoir résulte de la propriété des moyens de production. "Le pouvoir politique, je cite, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression des autres". Dans ces conditions, détruire la propriété privée des moyens de production c'est détruire l'antagonisme des classes, donc les classes elle-mêmes, donc le pouvoir que détient l'une d'elles".

Si les analyses de Marx, plus tard, dans le Capital et surtout de Lénine ont apporté des nuances et des précisions à cette conception fondamentale, c'est cependant cette conception fondamentale qui est toujours reçue par le mouvement ouvrier international.

La prise du pouvoir apparaît alors comme concomitante à l'appropriation des moyens de production et, ensuite, il semble bien qu'il n'y ait plus de problèmes.

Il y a ici une erreur méthodologique du Marxisme. L'état d'esprit simplificateur selon lequel les développements de la société arrivent parfois à un terme fait subir à l'analyse du pouvoir une amputation que je crois fondamentale. Je voudrais donner un exemple de cet état d'esprit simplificateur, de cette idée d'un terme de l'évolution dans le marxisme. J'ai trouvé un texte certes caricatural, mais qui me semble important par sa démarche, dans l'Anti-Dühring, deuxième partie, chapitre trois, théorie de la violence. Le texte en cause n'a rien à voir avec notre objet, je le considère cependant comme un acte manqué, c'est-à-dire l'expression incontrôlée d'un sentiment, d'une attitude profonde, le plus souvent réfreinée dans l'expression mieux contrôlée, lorsqu'elle arrive à des conclusions paradoxales ou inacceptables. Ici Engels, imprudemment, et traitant d'un domaine mineur ne se surveille pas et laisse transparaître sa conception de la fin des évolutions. Je cite "la guerre franco-allemande a marqué un tournant d'une signification tout à fait nouvelle. premièrement, les armes employées, ont atteint un tel niveau de perfection qu'un nouveau progrès, capable d'avoir quelque influence transformatrice, n'est plus possible. Du moment que les armées disposent de canons avec lesquels on peut atteindre une troupe à quelque distance que l'on puisse la distinguer, et des fusils qui donnent le même résultat contre un homme isolé, de fusils qu'on charge en moins de temps qu'il n'en faut pour viser, tous progrès ultérieurs dans la guerre de mouvement, sont plus ou moins indifférents. De ce côté, l'ère de développement est donc achevée pour l'essentiel".

Peut-être ai-je tort, les analystes plus avertis me confirmeront ou m'infirmement, je vois dans l'analyse du marxisme devant le pouvoir, la même limitation fondamentale, la même idée que la contradiction majeure que rencontraient, Marx et Engels au moment où ils écrivaient, est susceptible d'une solution définitive. Le problème une fois résolu, les développements nouveaux se placeront sur un plan radicalement différent, la contradiction fondamentale en cause étant résolue, il n'y aura plus d'autre contradiction fondamentale.

En ce qui concerne le pouvoir, pas plus qu'en ce qui concerne l'armement, l'ère de développement ne me semble s'arrêter, en aucun cas, avec l'appropriation collective des moyens de production. Le pouvoir est un phénomène plus fugace, plus difficile à saisir et que les masses populaires ne peuvent espérer conserver sous leur contrôle par le moyen d'aucune fiction.

En effet, la définition du pouvoir a connu bien des avatars dans l'histoire du socialisme. La première de cette définition, qui était que le pouvoir résultait de la propriété des moyens de production a entraîné l'appropriation collective généralisée des moyens de production dans les pays de l'Est. Je ne me lancerai pas ici dans l'analyse des structures de ces pays pour savoir si la classe ouvrière est effectivement la détentrice du pouvoir et si son contrôle est réel, car encore une fois les conditions dans lesquelles ont agi le parti bolchevik et les partis communistes qui l'ont suivi, sont sans commune mesure, sans élément de comparaison possible avec les conditions qui nous sont faites. Mais dans les pays de l'Ouest, les nationalisations, elles, qui visaient pourtant des secteurs fort importants de l'économie, et qui ne sauraient être tenues pour négligeables car elles mettaient en cause la structure du profit dans un certain nombre de domaines-clés, n'ont cependant pas changé grand chose, ni à la structure de la société, ni même à la structure de ces entreprises, et encore moins dans les relations du personnel de ces entreprises avec les directions. La définition du pouvoir comme découlant de la propriété des moyens de production était donc insuffisante, le pouvoir était allé se cacher ailleurs.

On a tenté, et c'est l'expérience allemande, de cerner le pouvoir dans les centres de décision, dans les organismes qui donnent l'impression d'être le lieu où s'exerce le pouvoir, où se prennent les décisions économiques fondamentales. On connaît l'expérience de la co-gestion allemande, à cet égard. Pour associer la classe ouvrière à l'élaboration des décisions économiques, fondamentales, la loi de co-gestion lui offre dans les conseils d'administration des entreprises employant plus de cent salariés, dans le secteur des mines et de la sidérurgie, la moitié des places ; plus exactement, les conseils d'administration des entreprises visées se composent d'un nombre impair de membres, la moitié moins un demi représentant le capital, les actionnaires, l'autre moitié moins un demi, représentant le personnel et, le dernier homme, qui devient l'arbitre et le président du conseil d'administration, est choisi à la suite d'un système compliqué d'arbitrage à quatre échelons successifs.

Au travers de ce système d'arbitrage, se sont bien entendu faufilés nombre de banquiers, de professeurs d'économie politique, de représentants des notables des autorités traditionnelles de l'économie, mais également quelques dirigeants syndicalistes. Si l'on examine la politique des prix, la politique du personnel, la politique d'investissements pratiquées par les grandes entreprises co-gérées en Allemagne, on s'aperçoit, avec regret, qu'aucun signe extérieur tangible ne permet de différencier les entreprises dirigées par un syndicaliste de celles qui le sont par un représentant du patronat traditionnel. La co-gestion allemande n'a donc rien modifié de fondamental dans les entreprises en cause ; s'il a pu être vrai que le pouvoir a résidé pendant un certain temps au sein du conseil d'administration, il est non moins vrai que le pouvoir a déserté le conseil d'administration dès l'instant que la majorité y changeait de côté.

Les explications de ce phénomène sont d'ailleurs connues, la plus importante réside dans le fait que les banques et les entreprises holding, c'est-à-dire les sociétés de participation qui détiennent le pouvoir financier et le capital des grandes entreprises minières et sidérurgiques n'ont, elles, pas été nationalisées, pas été soumises au régime de la co-gestion. Dans ces conditions, les décisions essentielles de financement des investissements demeureraient prises à l'extérieur des entreprises co-gérées, ce qui limitait grandement le pouvoir des nouveaux conseils d'administration de ces entreprises.

Si le pouvoir est capable de fuir successivement les divers centres de décision où une définition juridique tente de le situer, la seule approche possible est de déterminer les détenteurs du pouvoir économique. On peut dire, sans crainte de se tromper en la matière, que les détenteurs actuels du pouvoir économique sont essentiellement les grands techniciens et les banquiers, mais chez les banquiers se présente le même phénomène, la même différenciation; les véritables détenteurs du pouvoir bancaire, sont moins les possesseurs de capitaux que les techniciens de la banque, que les grands chefs de services.

Pour élargir cette définition du pouvoir par la détermination de ses détenteurs, on peut admettre que le pouvoir économique dans une société est pratiquement détenu par le milieu social dont la technicité commune^{qu} le caractérise est la plus appropriée aux conditions de la production et de la vie économique. Cette définition a de plus l'avantage de faire apparaître le mécanisme de la transmission du pouvoir d'un centre de décision dans un autre, de la fuite du pouvoir devant tout système de contrôle; cette transmission se fait toujours par la technicité, donc par la formation, et le système d'enseignement joue, à cet égard, un rôle de première importance. Autrement dit, la conquête d'une forme extérieure du pouvoir peut être certainement un moyen de réaliser quelques avantages immédiats au moment où elle se produit, mais elle ne peut jamais être considérée comme conquête durable, comme établissement d'un contrôle permanent sur l'exercice du pouvoir.

Il ne faudra qu'un nombre d'années assez bref aux nouveaux détenteurs du pouvoir pour créer leur propre système de recrutement et de cooptation, pour échapper de nouveau à tout contrôle véritablement populaire.

Le problème de la conquête du pouvoir apparaît alors n'être, pour la gauche, qu'un problème stratégique essentiel, mais non pas une fin en soi, puisqu'elle est toujours à refaire. C'est même un problème stratégique conjoncturel car la stratégie vis-vis du pouvoir peut changer. Le problème du socialisme n'est donc pas de former des hommes dans l'hypothèse d'une certaine forme du pouvoir et de certaines conditions de déroulement de la lutte pour le pouvoir, mais bien d'organiser, si la société donne lieu à contestation, le sentiment de cette contestation, de l'orchestrer, de le faire naître, et de lui donner force politique en faisant la synthèse des critiques et en proposant des objectifs. La question qui se pose alors à nos sociétés atteint un stade ultérieur de profondeur elle est de savoir s'il subsiste en occident, dans les pays industriels développés une réalité justiciable du terme d'aliénation.

L'aliénation

Bien entendu, l'aliénation fondamentale demeure l'amputation des moyens d'existence, le manque de bien-être, la limitation dans les possibilités de survie et d'organisation de l'existence quotidienne. La faim, dans les pays sous-développés est l'aliénation majeure actuelle de notre monde. Des aliénations de ce type subsistent dans l'Italie méridionale, dans nombre de régions de France où le capitalisme attardé n'a pas pu faire passer un progrès économique suffisant pour que les salaires, les rémunérations atteignent un niveau décent. Enfin la crise du logement se présente comme un facteur d'aliénation de première importance également.

Mais il semble cependant que la solution de ces problèmes, abstraction faite de celui des pays sous-développés, soit à la mesure d'un capitalisme moderne. Notre réflexion sur l'aliénation cherche à se fonder sur les conditions du capitalisme ayant réussi. Subsiste-t-il une aliénation dans une société qui connaît le Welfare-State ? Si la réponse est négative, il faut s'adapter au Welfare-State et se donner des objectifs aussi limités que ceux du parti Démocrate américain, le travail politique y gagnera en précision et en sens du concret.

Cependant, un examen attentif de ces sociétés fait apparaître qu'il y subsiste deux formes profondes d'aliénation.

La première forme résulte de l'absence de justice sociale. Même lorsqu'un revenu décent est assuré à chaque membre d'une société et à quelque niveau de revenu que l'on se place, une injustice sociale est toujours très gravement ressentie. La contestation de la répartition du revenu et la contestation des conditions d'accès au pouvoir seront, à cet égard, constantes. L'aliénation ressentie en cette matière, motive pratiquement toutes les exigences et les conduites socialistes concernant le plein-emploi, la fiscalité, la sécurité sociale et surtout le système d'enseignement qui est le moyen essentiel de redistribution des différents milieux sociaux entre les tâches économiques de la nation. Toutefois, si cette forme d'aliénation demeure d'une importance extrême, elle est la plus connue, la plus abondamment décrite, celle qui nous apportera le moins d'éléments nouveaux dans notre réflexion actuelle, même si elle est à l'origine de nos objectifs politiques les plus urgents et les plus importants.

La deuxième forme d'aliénation est l'insatisfaction des besoins non matériels de l'homme. Cette forme nouvelle d'aliénation est profondément caractéristique de la société industrielle moderne. Elle se présente sous deux traits fondamentaux.

Le premier trait de nos sociétés industrielles est que ces sociétés sont acquiescentes, il faut entendre par là, que dans la civilisation industrielle du 20ème siècle, toutes les valeurs sont quantifiées, sont mesurées. Sur le plan de la production, par exemple, l'effort des syndicats pour aménager le processus de production n'a rencontré un relatif succès que sur le plan de l'équité à l'intérieur des entreprises, mais aucun en ce qui concerne la prise en considération de l'homme lui-même, dans sa totalité. Les réticences syndicales devant la productivité viennent moins de l'augmentation des cadences qui, en réalité, ne se produit que très rarement, qu'elles ne viennent de cette réduction du travail à des quantités susceptibles de mesure. Cette analyse des postes, ce fractionnement du travail en toutes ses composantes, revient à faire disparaître toute notion de valeur professionnelle, tout attachement possible à quelque chose qui, dans le travail, ne serait pas purement quantitatif, mais porterait valeur plus profonde.

Il n'est évidemment pas question ici de faire l'éloge de l'artisanat ou des valeurs corporatives, mais le vrai problème est de savoir, comment, à partir des conditions de travail nouvelles qu'exige la production industrielle de masse réintroduire, dans l'aménagement des entreprises, le moyen de prendre en considération le travailleur, dans la totalité de sa personne, le moyen de lui donner une compréhension de son travail, de susciter à nouveau des exigences de qualification, bref, de faire que, dans le travail même, se retrouve quelque chose de créateur qui soit à la portée du travailleur, à n'importe quel échelon du cycle productif qu'il se place.

Les grandes centrales syndicales ouvrières ont toutes échoué dans leurs efforts pour prendre en considération chaque travailleur dans la plénitude de sa personne sur le lieu de travail. Un des secteurs dans lesquels l'échec est le plus attristant est celui des oeuvres sociales. Gérées, avant la guerre, par le patronat, ces oeuvres sociales étaient orientées en fonction d'un paternalisme bien pensant et d'une vue directement utilitaire des relations sociales. Lorsque la gestion en a été confiée aux Comités d'Entreprise, on a espéré y voir le moyen d'un affranchissement. Effectivement, certaines oeuvres sociales, de type nouveau, sont nées, notamment dans le domaine des colonies de vacances et l'orientation conformiste, paternaliste de l'ensemble des relations sociales a été mis en cause. Cependant les Comités d'Entreprise n'ont pas su, de l'aveu même de certains syndicalistes éclairés, s'affranchir d'un relatif paternalisme de maison. Il s'est introduit une rivalité de chapelle qui a conservé des cloisonnements entre entreprises, au lieu d'instaurer, dans la gestion des oeuvres sociales de l'industrie, la solidarité ouvrière.

Au delà du domaine de la production, c'est dans l'ensemble de l'existence des hommes de la civilisation industrielle que se retrouve le caractère acquisitif de notre société. Une constatation a été faite, à cet égard, par un économiste américain, du nom de Norman Mailer. Partant de ce fait très simple que sur le marché américain, le jus d'orange en boîte, prêt à boire, coûte au litre considérablement plus cher que l'extrait concentré permettant de faire un litre de boisson, Norman Mailer a essayé de rechercher dans l'analyse des coûts de la main-d'oeuvre, de l'emballage, du produit lui-même, du conditionnement, de la publicité, l'origine de cette différence de prix et n'est pas arrivé à la retrouver complètement. Sa conclusion est donc formelle, le prix supplémentaire payé par le consommateur est la renonciation, par lui, à un certain pouvoir d'achat pour se conserver intégralement, comme du loisir total, les précieuses secondes qu'en payant moins cher, il aurait été obligé de consacrer à la confection de la boisson. L'exploitation a donc été renvoyée sur le marché, mais c'est toujours une exploitation capitaliste, de type traditionnel.

Au niveau de l'économie globale, cette constatation est confirmée par l'analyse des coûts de production. Dans l'industrie moderne, en effet, la part des salaires et de l'ensemble des rémunérations et charges du personnel est considérablement moins importante qu'elle ne l'était autrefois. En d'autres termes, la possibilité pour le patronat de diminuer cette part de salaire, pour convertir en profit ce qui est ainsi extorqué au travail ne porte plus que sur une part beaucoup moins importante du chiffre d'affaires total de l'entreprise. Dans ces conditions, le volume de profit que l'on peut seulement tirer de l'exploitation du travailleur, n'est plus en rapport avec l'importance même des entreprises économiques et l'importance que le patronat souhaite voir à son profit. Trouver du profit ailleurs était simple, il suffisait de se retourner vers le marché, vers la consommation.

Les analyses récentes de l'économie américaine et de sa prospérité montrent toutes que cette prospérité n'est soutenue que par la création constante de besoins artificiels, psychologiquement créés chez le consommateur par la voie de la publicité.

En d'autres termes, même dans l'organisation de sa vie quotidienne, même dans la satisfaction de ses besoins matériels et culturels, le consommateur est exploité dans des conditions très proches de celles de l'exploitation traditionnelle mises en évidence par le marxisme. Sur le plan du loisir, notamment, la soumission à la publicité des grandes entreprises de radio, du marché du disque et du livre, fait perdre au loisir sa fonction primordiale, qui est de libérer l'homme des servitudes de son travail, de lui permettre de retrouver une relative plénitude, en se dégageant de ce qu'il y a de purement quantitatif dans l'exercice de sa profession. Norman Mailer va jusqu'à parler de la valeur Loisir qu'il distingue, mais compare à la valeur Travail.

Ces analyses ne sont ici qu'esquissées, ce ne sont que des hypothèses de travail avancées par quelques sociologues et quelques économistes; des études attentives devront être menées pour les confirmer ou les infirmer, il ne semble cependant pas inexact de déclarer dès maintenant que la lutte des classes s'est transposée dans le domaine culturel et que l'orientation de la culture est aujourd'hui décisive pour former les hommes en vue soit d'un conformisme devant la société capitaliste moderne, soit au contraire, d'une contestation.

Le deuxième trait fondamental que revêt l'insatisfaction des besoins non matériels de l'homme dans la civilisation industrielle touche au problème de la communication. Chaque individu, en effet, se ressent comme un réseau complexe de relations entre lui-même et les autres & son milieu, réseau complexe de relations dont il est le centre. Mais l'individu ne vit, n'est pleinement lui-même que lorsque ce réseau de communications est actif et que, dans les deux sens, il y a échange, il y a accord et réception. Hors les conditions particulières de la civilisation industrielle tendent à limiter profondément, dans de nombreux domaines, les possibilités de communication entre l'individu et le milieu dans lequel il vit.

En premier, lieu, vis-à-vis du pouvoir, vis-à-vis des institutions, une distance s'est établie. Le pouvoir, les institutions, les administrations se présentent aujourd'hui comme lointains, comme complexes, comme inabornables. Devant le guichet, on a un refus, une réticence. Dans l'entreprise, de la même manière, les syndicats ont des objectifs abstraits, mais n'ont que rarement attaqué concrètement, par le biais, par exemple de contre-expertises sur la détermination des normes, des cadences et des classifications et dans le domaine de l'embauche. Restant lointain, abstrait, le syndicat est une entité qui, certes, est engagée dans une lutte contre le patronat, mais qui n'est pas présente dans la vie quotidienne. Il s'est introduit une distance entre le travailleur de base et son organisme de défense.

De la même manière dans la vie politique, les partis touchent à des généralités abstraites, mais pratiquent pas aux problèmes les plus réels de chacun, le logement, l'aménagement du réseau de transport, etc....

En second lieu, la civilisation industrielle moderne se caractérise par les phénomènes de masse auxquels elle donne naissance. Les grandes concentrations urbaines, non contrôlées dans leur croissance entraînent ce résultat que chaque individu se trouve dans la situation d'être refusé par l'ensemble des autres, il n'y a pas de place, pas de logements, la queue pour aller au cinéma, l'impossibilité de garer sa voiture, l'attente partout, l'anonymat, l'individu se sent écarté, mais ne peut imputer la responsabilité de cette situation à personne. Au sein de la masse, il est soumis à des conditions qui lui font accomplir un certain nombre de gestes, d'actes automatiques et qui ne sont pas libres; L'analyse de ces phénomènes a été menée avec une particulière attention par l'équipe de la revue américaine "Dissent" dont je ne saurais trop recommander la lecture.

Au sein de cette vie de masse, l'individu se trouve réduit à son niveau le plus bas, car la communication entre individus se limite à un langage strictement conventionnel et utilitaire; enfin la passivité qui est la règle de comportement essentielle dans la masse, entraîne également ce sentiment de privation, ce sentiment d'aliénation.

Sur ce point, la réponse essentielle à cette difficulté dépend des urbanistes. S'il est vrai qu'une société se caractérise par la manière d'être ensemble qu'elle propose à ses membres, c'est aux urbanistes et aux architectes qu'il appartient de nous proposer une nouvelle manière d'être ensemble, une nouvelle manière de nous loger, de cohabiter, de vivre ensemble. A cet égard, d'ailleurs, il faut reconnaître que les urbanistes et les architectes ont déjà avancé le travail, que certains nous proposent de véritables modes de vie nouveaux, par exemple Le Corbusier. Devant ces propositions, la carence des institutions traditionnelles de gauche est totale. Jamais n'a été posé le problème de savoir si la conception de l'homme qui nous était ainsi proposée correspondait à la conception de l'homme socialiste, jamais le problème du logement n'a été étudié dans ses aspects qualitatifs, on s'est borné à exiger la construction d'un certain nombre de logements, à exiger que davantage d'efforts soient consacrés aux logements locatifs qu'à l'accession à la propriété, mais en ce qui concerne le mode de vie et le type d'habitat du monde socialiste nouveau, la carence de la sociale-démocratie traditionnelle est totale.

Un autre aspect des phénomènes de masse est le nivellement culturel. La fuite dans le loisir facile caractérise au même degré tous les groupes sociaux et le type de loisir ainsi pratiqué, tourisme, camping, ne diffère pas sensiblement selon les différents groupes sociaux. Plus profondément, l'influence de la presse, notamment de la presse de cœur d'un certain nombre de publications autres que le seul journal d'information, l'influence du cinéma, et le culte des vedettes l'influence de la musique, du jazz notamment, répandue dans toutes les couches sociales à un degré considérable, tout ceci rompt l'isolement des milieux sociaux les uns par rapport aux autres, rompt notamment l'isolement culturel traditionnel de la classe ouvrière et fait disparaître de ce fait une bonne partie des valeurs qu'elle détenait en propre, au premier chef la solidarité, pour la rapprocher des employés de la petite bourgeoisie. Tout ceci, d'ailleurs n'est pas seulement négatif, l'extraordinaire développement de la radio et du disque ont fait de la musique, autrefois art aristocratique limité à une toute petite élite, le seul art véritablement populaire et international, capable d'éveiller et de transmettre des sensibilités nouvelles chez tous les peuples.

D'une manière générale, cependant, il apparaît que la civilisation industrielle crée des modes de vie dont le résultat commun est d'entraîner une diminution de la communication en réponse. Il y a en effet, communication véritable, c'est-à-dire expansion de l'individu que dans la mesure où l'échange s'établit dans les deux sens. Or de multiples signes permettent de comprendre que la relation de l'individu avec la civilisation industrielle moderne va s'affaiblir. L'affaiblissement du sentiment religieux d'une part, comme dominante de la société, traduit déjà la disparition d'une certaine adhésion - mystique peut-être - mais qui était positive au niveau de l'individu. Mais plus précisément encore, l'extension profonde des moyens de communication de masse augmente de manière décisive le nombre total, la quantité totale d'informations, de sensations et d'émotions qui sont offertes à l'individu, mais sans plus lui demander jamais une réponse, une participation quelconque. Au cinéma, le spectateur est passif. devant la télévision, il l'est tout autant, et les psychiatres américains sont d'accord pour constater les méfaits d'un usage trop intensif de la télévision pour des enfants jeunes.

Dans un tout autre domaine, les relations humaines à l'intérieur des entreprises visent moins à faire des hommes complets qu'à adapter l'homme, supposé malade, à des structures qui elles sont données, qui restent inchangées et auxquelles l'homme n'est pas considéré comme pouvant apporter quelque chose.

Il existe une contre-épreuve qui permet de vérifier l'importance de la privation qui résulte de cette absence de réponse possible. Cette contre-épreuve, c'est la généralisation rapide d'institutions comme le baby-foot, le billard électrique, le bricolage, les collections. Tous ces comportements, toutes ces manies expriment le désir des individus qui s'y adonnent de faire quelque chose, de participer à quelque chose, de construire par eux-mêmes, d'agir, de répondre et non pas seulement de demeurer passifs devant le monde qui leur est offert. Mais, ces dernières réponses sont parfaitement embryonnaires, parfaitement insuffisantes.

Dans ces conditions, et si notre description de l'insatisfaction des besoins non matériels de l'homme est exacte, il reste à poser aux sciences humaines - psychologie, sociologie, psychiatrie - un certain nombre de questions fondamentales dont les réponses devront influencer sur les objectifs et peut-être même sur les méthodes d'action du socialisme:

Quelles sont les raisons de cette crise mondiale de la jeunesse qui partout manifeste des signes d'inadaptation croissante? Qu'y a-t-il en commun et quels sont les éléments de solution au diagnostic des psychiatres sur les névroses nouvelles, particulièrement celles qui touchent la jeunesse? Peut-il exister un type de communication qui relève de leur diagnostic et qui puisse être établi par des techniques précises qu'il appartiendrait aux institutions de mettre en oeuvre? Si le sociologue américain, Kurt Lewin a pu démontrer que pour faire prendre des décisions par des groupes humains, de quelque nature qu'ils soient, la démocratie se révélait finalement plus efficace, moins coûteuse et entraînait une moins grande déperdition d'énergie que l'autocratie ou l'anarchie, il y a sans doute à cela des raisons, des raisons qu'il importe de formuler sur le plan scientifique avant de pouvoir traduire les conclusions positives par une action politique. Est-ce qu'en définitive l'aménagement matériel de la société n'est plus pour le socialisme de la civilisation industrielle qu'un problème, essentiel certes, mais second, et, comme le dit Raymond Aron, "la vie privée, le jeu, l'art, seraient-ils en définitive les affaires sérieuses"?

C'est du domaine de l'art, en effet, que nous vient probablement la critique la plus poignante de la civilisation acquisitive que nous sommes entraînés de nous construire. On songera ici à tel concerto de Bartok aux sonorités déchirantes, on songera surtout à la force étonnante du message contenu dans les films de Bergman et ce n'est certes pas un hasard si, cette interrogation humaine fondamentale nous vient de Suède, pays où précisément il semblait qu'aux yeux de nos Social-démocraties traditionnelles il n'y ait plus de problèmes.

La démarche

Nous sommes ici fort loin du socialisme traditionnel ou de la conception qui en est le plus souvent répandue, il importe d'y revenir en précisant la démarche qui est suivie. Cette démarche peut s'analyser en trois temps. Le premier temps consiste à exiger un meilleur aménagement de la société tout en sachant qu'inéluctablement, les revendications matérielles, une fois satisfaites, la combativité est moindre et en constatant que, de ce fait, il faut prendre du problème de notre société une vue plus ample. Le second temps de la démarche se présente alors, il nous faut quitter le terrain strictement matériel, pour mettre la condition humaine, elle-même, en examen. A ce stade de la réflexion, des hommes comme Claude Bourdet ou André Philip nous disent : il faut présenter maintenant le socialisme comme une morale. Cette attitude nous semble comporter un recul. Une morale en effet résulte nécessairement d'une éthique. De ce fait, elle n'est communicable que dans des conditions difficiles, elle n'est véritablement transmissible qu'en fonction avec l'éthique elle-même. Or le socialisme, lui, n'est pas une éthique, mais simplement le moyen de traduire en termes politiques concrets les conclusions précises auxquelles sont arrivés des hommes, en fonction de leurs exigences morales et matérielles. Vouloir en faire une éthique, vouloir le présenter comme une morale, c'est limiter l'audience qu'il peut avoir, c'est limiter le caractère commun qu'il doit présenter pour le plus grand nombre des hommes de nos sociétés. De plus, si le mouvement actuel des sciences tend à s'éloigner du déterminisme, ce n'est pas pour aboutir à une négation de la science, mais pour faire place à de nouvelles hypothèses au premier rang desquelles il faut citer le probabilisme et que viennent corroborer des travaux nouveaux, par exemple, la théorie des jeux. Dans ces conditions, il n'y a aucun recul, pour le socialisme, à abandonner son déterminisme fondamental, mais il y aurait recul s'il renonçait à se présenter comme découlant d'une connaissance et d'une interprétation scientifique de la société.

Le troisième temps de la démarche est alors le suivant : la critique synthétique et constructive de la société ne doit en aucune cas renoncer à être scientifique, mais au delà de l'économie politique, il faut aujourd'hui interroger les sciences humaines qui diront sous quelles conditions minima l'homme peut se réaliser pleinement, dans son travail, dans sa ville, dans son logis, dans ses relations avec son milieu. Cette démarche d'ailleurs est commune avec celle de Marx, elle consiste à construire un avenir, fondé à la fois sur la logique des faits et sur l'exigence humaine.

Ayant ainsi pris la mesure de la contestation à laquelle doit être soumise notre société, il est temps d'examiner les conditions de la lutte nécessaire pour la transformer.

LA LUTTE

Ici encore, nous procéderons par empirisme, c'est-à-dire qu'au lieu de nous rattacher à la cohérence interne d'une doctrine, nous examinerons, à partir des données du combat politique, les problèmes qui peuvent se poser et tenterons de les résoudre dans leurs termes les plus concrets, pour voir ensuite seulement ce qu'il peut y avoir de commun et de général à l'approche de ce problème.

En fonction de ce que nous venons de dire de l'aliénation dans les sociétés modernes, le premier problème qui se pose lorsque l'on envisage la lutte pour sa transformation, est celui de définir les objectifs.

Les objectifs

On peut classer les objectifs de la lutte pour le socialisme tels qu'ils résultent de la critique que nous avons faite pour la société capitaliste industrielle sous quatre rubriques différentes. Il existe en premier lieu des objectifs techniques, traditionnels, dont l'importance ne doit jamais être oubliée, même si, dans la présente étude, ils ont été négligés, simplement parce que trop connus. Ces objectifs sont le bien-être, la justice sociale, l'expansion, le développement du tiers-monde. Pour les réaliser, il faut arriver à promouvoir dans nos sociétés un très fort rythme d'accroissement de la production économique, rythme qui ne peut être atteint que grâce à un contrôle poussé de l'économie. En cette matière, les nationalisations sont un élément fondamental de la politique économique à mettre en oeuvre, mais elles ne sont qu'un élément parmi d'autres. Les principaux des autres sont le contrôle du crédit, la sélection des investissements, une fiscalité adaptée. Enfin, s'il semble trop tard pour rompre avec le libre-échange européen - question qui d'ailleurs n'exige pas une réponse de principe, mais une réponse fondée sur la situation existante au moment où il sera possible d'apporter cette réponse - une action internationale résolue doit être menée pour amener les mouvements socialistes européens à agir dans le même sens. Dans ce domaine, si la lutte des classes a profondément changé de caractère, on est bien forcé d'admettre non seulement qu'elle persiste, mais même que l'opposition d'intérêts n'a pas perdu grand chose de sa violence entre les salariés, les nantis et les détenteurs des moyens du pouvoir dans la société moderne.

Après ces objectifs traditionnels, un certain nombre d'objectifs techniques nouveaux, doivent être définis. On ne peut ici qu'énumérer ces techniques particulières à mettre en oeuvre, étant d'une définition délicate, elles doivent faire l'objet de recherches approfondies. Il est évident, cependant, que le contrôle de moyens d'information de masses s'impose. Ce contrôle doit porter non seulement sur l'orientation de l'information elle-même, sur son contenu culturel, mais aussi sur la limitation des atteintes que la publicité porte à la psychologie des consommateurs.

Un autre objectif technique nouveau, essentiel, est la réforme de l'enseignement. Dans toute cette lutte politique pour faire une société responsable, où chaque homme dispose d'une information qui lui permette de comprendre son monde, de s'y adapter et de s'y insérer, l'enseignement est le moyen essentiel, à la fois, de fournir les instruments de la critique, de réadapter les différents milieux sociaux aux conditions de la production et de réaliser une redistribution démocratique. Mais l'enseignement est également le secteur où les routines se prennent le plus vite et où les conformismes sociaux et les stratifications sociales se traduisent le plus rapidement. La réforme de l'enseignement est une conquête permanente sur laquelle il importe d'insister.

En troisième lieu, la lutte pour le socialisme doit comporter la maîtrise du phénomène urbain. C'est en liaison étroite avec les responsables de l'aménagement du territoire, avec les urbanistes et avec les architectes que les forces politiques socialistes doivent définir les moyens d'une maîtrise du phénomène urbain.

L'entassement, l'anarchie, les taudis de nos grandes villes entraînent une telle déperdition économique et humaine qu'ils sont inadmissibles. Si le thème prométhéen du socialisme, c'est-à-dire l'affirmation que l'humanité doit prendre en main son destin, doit bien s'affirmer quelque part, c'est, au premier chef, dans la construction de nos cités.

En quatrième lieu, enfin, les objectifs techniques nouveaux doivent comporter la définition des modalités d'un contrôle démocratique du pouvoir. Ici se présentent les thèmes traditionnels de la gestion ouvrière ou de la participation ouvrière à la gestion. Il importe cependant d'être attentif, ce qui a été dit ci-dessus du pouvoir laisse bien deviner combien ces techniques peuvent comporter d'hypocrisies et en fait de moyens de frustrer la classe ouvrière de la réalité du pouvoir tout en faisant semblant de lui en fournir l'apparence. Le vrai problème est double : il consiste d'une part à assurer l'ouverture de l'information sur laquelle se fonde la technocratie, comme nous l'évoquions plus haut, c'est-à-dire créer les conditions d'un contrôle démocratique du pouvoir. La participation à la gestion, est une des techniques de ce contrôle, elle n'est pas la seule, rien ne permet même d'espérer qu'elle soit la plus importante, peut-être simplement la généralisation de la négociation collective et la mise en forme des rapports de force par le biais de rapports contractuels suffisant à assurer cette limitation du pouvoir qui permet son contrôle démocratique.

L'autre aspect des techniques de co-gestion, de participation à la gestion, est d'offrir à chaque travailleur, la possibilité de se réaliser en exerçant quelques responsabilités au niveau de son travail. Mais nous touchons ici au troisième type que j'évoquais tout à l'heure, les objectifs humains.

Organiser la participation de l'individu à la vie économique ou politique, c'est en effet lui offrir des moyens de s'insérer dans la vie publique, de se réaliser. Mais pris à ce niveau le problème ne saurait se confondre avec celui du contrôle du pouvoir économique, car pour traduire cette exigence humaine, la participation de l'individu doit se situer à un niveau très concret, très proche de sa vie quotidienne. On sait que les syndicats américains font, beaucoup plus que nos syndicats européens, attention aux questions de normes, de cadences, de chronométrages, de salaires, d'embauche, de rapports internes dans les ateliers, que sur tous ces points, ils n'hésitent pas à recruter des experts salariés qu'ils mettent en compétition avec les experts patronaux pour déterminer si oui ou non les normes ont augmentées, si le chronométrage n'a pas été trop serré, etc..... C'est une défense de la vie quotidienne de l'homme au travail qui est ainsi entreprise et la vie syndicale, organisée autour de cette défense de la vie quotidienne, est beaucoup plus concrète, beaucoup plus réelle pour le travailleur. La participation à la vie syndicale à ce niveau offre beaucoup plus de possibilités de maîtriser l'organisation de sa propre vie, de se réaliser au niveau même de son travail. Tout le reste, tout ce qui est au-dessus est largement abstrait.

La distinction entre la défense de la vie quotidienne et la participation à l'organisation de la vie quotidienne à ce niveau, d'une part, et le contrôle démocratique du pouvoir économique par l'institution de la co-gestion, d'autre part, doit être faite avec clarté si l'on ne veut mélanger les questions et aboutir à de grandes confusions.

D'autre part, la défense de la vie quotidienne et l'organisation d'une certaine participation collective doivent se faire non pas seulement sur le plan du travail, mais également à la maison. Ici encore la réponse des urbanistes est nécessaire, le problème est de susciter des cellules de vie sociale, des moyens de limiter les dépendances matérielles des foyers en créant des crèches, des hôtels pour vieux, etc... et de développer, par ailleurs, les rudiments d'une vie collective notamment par le biais d'une gestion collective des grands ensembles immobiliers, etc... Les moyens sont nombreux, les techniques sont connues, la systématisation de cette prise en charge de la vie quotidienne par les institutions politiques ne l'est pas.

Enfin, le quatrième type d'objectifs que doit se donner la lutte pour le socialisme se situe dans le domaine de la pédagogie et de la culture. Le comportement du contingent en Algérie fait peser à cette égard, une lourde contestation sur l'efficacité de la pédagogie pratiquée par la Gauche française. D'aucuns se plaisent à dire que les instituteurs ont fait la République, par ailleurs, on sait qu'environ 60 % des jeunes du contingent viennent de la classe ouvrière, autrement dit s'ils n'ont pas nécessairement été syndiqués, ils ont cependant reçu un certain nombre de formulations, une relative éducation par le milieu qui était en liaison avec les valeurs fondamentales de la classe ouvrière. Or, cette éducation, tous ces conditionnements se sont révélés vains et n'ont pas su développer des réflexes de fraternité réelle, qui auraient prémuni le contingent contre le racisme, contre les exactions.

Cet échec a une explication, semble-t-il assez simple, l'éducation donnée par la Gauche a toujours été doctrinale. On a voulu fournir à nos jeunes une analyse et des raisonnements d'où ils puissent tirer des conclusions pratiques d'action pour chacune des situations où ils se trouvaient. Or, il était vain d'espérer sur le plan matériel que la diffusion constante des explications nécessaires et des conclusions pratiques à tirer fussent suffisantes pour armer chacun devant les conditions particulières où il se trouvait placé. Il était surtout encore bien plus vain d'espérer que la vie d'une quelconque doctrine, puisse être suffisante, suffisamment nourrie, suffisamment renouvelée pour comporter toujours une analyse et des conclusions motrices devant la complexité des situations que rencontrait chaque individu. Ce n'est donc pas au niveau de la doctrine qu'il faut faire de la pédagogie, c'est au niveau de l'exigence humaine. Il faut créer, chez les jeunes, comme chez les adultes, une exigence du socialisme en en créant les mobiles. Et créer les mobiles de cette exigence, c'est créer à la fois les moyens d'une critique de la société, mais c'est aussi donner à chaque homme le minimum de formation humaine indispensable, à partir duquel il retrouvera l'exigence de fraternité, l'exigence de liberté, l'exigence de dignité d'où découlera la contestation et l'accès à la prise de conscience politique.

Dans tous ces domaines il est vraisemblable que l'apprentissage d'une doctrine ne suffit pas à la tâche, que la pédagogie à fournir doit viser l'homme tout entier dans ce que sa personnalité a de plus complexe et de plus chaleureux.

Les moyens d'information de masse nous proposent ici certaines techniques qui peuvent être un élément de réponse. Le cinéma moderne apporte sur la condition de l'homme dans notre société, des moyens d'information qui touchent le spectateur au niveau de sa sensibilité tout entière ; de même le roman, la musique atteignent l'individu dans ses rapports avec la société au niveau le plus fondamental, au niveau où se joue l'adhésion ou le refus. Il y a là les éléments d'une pédagogie complète, d'une pédagogie synthétique, d'une véritable culture politique qu'il appartient à nos organisations socialistes de mettre en oeuvre. La doctrine ne vient qu'après, dans la mesure où elle ne sert qu'à établir une cohérence dans la critique et à formuler les objectifs et les moyens de la lutte.

Devant l'ampleur de ces objectifs, un second problème se trouve immédiatement posé, celui de la méthode de la lutte.

La méthode

J'évoque ici le vieux problème du réformisme ou de la révolution. La Gauche a perdu dans ce vieux débat un temps considérable et je crois profondément à tort. Il n'y a, en effet, aucun exemple historique que la Gauche ait pu choisir. Dans une société en expansion économique rapide, ouverte à la promotion individuelle, dont les stratifications sociales ne sont pas trop solides, dont tous les rouages comportent souplesse et diversification, l'action réformiste est pratiquement inévitable, car jamais une élite révolutionnaire ne recrutera assez de partisans, le risque est trop coûteux d'entrer dans la guerre ouverte, alors que les possibilités individuelles demeurent considérables. A contrario, il n'y a pas non plus d'exemples historiques d'une révolution qui n'ait été rendue rigoureusement nécessaire par le caractère économiquement statique, stratifié, militarisé, en tous cas rigide de la société contre laquelle s'est mise en lutte la classe montante.

Ce n'est donc pas la Gauche qui choisit si elle sera réformiste ou révolutionnaire, c'est la Droite, c'est le système en place, ce sont les structures, ce sont les rapports de force dans la société qui décident de la méthode réformiste ou révolutionnaire. Le véritable choix de la Gauche entre ce qui est réformiste et ce qui est révolution profond doit être fait au niveau des objectifs.

Dans la définition des objectifs, à laquelle je me suis livré tout à l'heure, j'ai pu donner l'impression d'être réformiste, c'est-à-dire d'accepter l'idée d'une certaine progressivité. Cependant il apparaît bien que ces objectifs visent au bouleversement fondamental de l'essentiel des structures qui nous régissent et, d'autre part, dans les conditions politiques actuelles, il est bien évident qu'une perspective révolutionnaire est fort loin d'être exclue. Dans le climat pré-fasciste où nous nous trouvons, il n'est pas sûr du tout que nous ne soyons pas acculés à une société autoritaire, dont nous ne pourrions pas nous débarrasser autrement qu'en optant pour des méthodes révolutionnaires. Ce qui reste vrai de la démonstration est que, dans un cas comme dans l'autre, ce n'est jamais la Gauche qui choisit et les hommes de gauche plutôt que de se séparer, selon que leur tempérament les incite à être réformistes ou révolutionnaires, doivent bien au contraire, se tenir, les uns comme les autres, prêts à toutes les éventualités.

Cette précaution de méthode, une fois réglée, reste le vrai problème du moyen d'atteindre les objectifs préalablement définis, ce moyen étant évidemment la conquête du pouvoir.

La conquête du Pouvoir

Le problème du pouvoir a été évoqué plus haut, on a vu combien sa réalité était fuyante, difficile à saisir, hors de portée d'un véritable contrôle populaire. Concrètement, dans les conditions où nous nous trouvons placés aujourd'hui, comment le problème se présente-t-il ? Nous avons, d'une part, affaire à des partis socialistes et communistes qui ont toujours, à la suite du marxisme conçu le pouvoir comme une Bastille qu'il fallait enlever de l'extérieur à la suite de la confrontation victorieuse d'un rapport de forces. Pour les réformistes, ce rapport de forces était électoral, il fallait avoir 51 % des voix, pour les révolutionnaires, ce rapport de forces devait se traduire sur le plan de la violence, il fallait être plus forts que la police et que les défenseurs du système ; dans l'un et l'autre cas, le parti restait une milice, un système d'encadrement des masses prêt à organiser la confrontation, plus ou moins violente, pour se saisir du pouvoir conçu comme un phénomène homogène susceptible d'être conquis.

Cette conception paraît profondément erronée, si l'on songe à la complexité du pouvoir tel qu'il se présente aujourd'hui. Qu'est-ce en effet que le pouvoir ? Est-ce un droit conféré par décret à certaines personnalités ou à certaines institutions ? Certes non ce droit est dépourvu de signification, il ne traduit que l'existence d'un rapport de forces, et ce droit ne correspond à un pouvoir effectif que lorsque le rapport de forces est favorable aux détenteurs momentanés de ce droit. Est-ce alors la force de prendre des décisions d'ordre général, mais alors cette force n'appartient pas seulement à ses détenteurs légaux, mais pratiquement à tout groupe social influent. En effet, dans les confrontations récentes auxquelles nous avons assisté, entre l'Etat et les bouilleurs de crus, le détenteur du pouvoir n'était pas l'Etat, mais le syndicat des bouilleurs de crus, entre l'Etat et les anciens combattants les détenteurs du pouvoir étaient davantage les anciens combattants que l'Etat.

Si l'on cherche, alors, à définir le pouvoir, à partir de ce qu'il y a de commun dans toutes les décisions d'ordre général qui sont prises dans la société, on s'apercevra vite que la seule caractéristique commune à toutes les décisions qui nous régissent, qui nous concernent, est d'être des compromis. Lorsqu'une décision collective est prise, où que ce soit, l'analyse montre rapidement que la confrontation des intérêts opposés a été préalable à la mise en forme de la décision elle-même et que la décision politique est déjà l'expression du rapport de forces. En d'autres termes, et cette constatation découle de Marx, tout système de droit concrétise un rapport de forces, mais tout système de droit est élaboré par le pouvoir, autrement dit, le pouvoir est déjà l'objet d'une confrontation du rapport de forces, il ne saurait appartenir à une seule classe.

Dans ces conditions, la contestation du pouvoir se fait quotidiennement, à tous les échelons de la société, partout où des citoyens, c'est-à-dire des consommateurs de pouvoir, se trouvent en présence des institutions. Cette contestation s'organise au niveau des groupes de pression, de la fonction publique, des mouvements de jeunesse, du cercle des jeunes agriculteurs, de l'union nationale des Associations Familiales, des journaux, des entreprises industrielles des églises pourquoi pas, enfin, et surtout, des syndicats, bien entendu.

défini

L'expression "Prendre le pouvoir" ne plus alors que la situation qui se produit lorsque le rapport de forces, dans son ensemble, change de sens. Qu'il y ait ou non violence dans cette opération importe peu. L'irruption de la violence sera provoquée par la Droite, de toutes façons prendre le pouvoir, travailler à la conquête du pouvoir, c'est travailler à ce que le rapport de forces change de sens en majorant chacune des forces qui sont à l'oeuvre, qui, chacune, dans son secteur, dans son milieu social, conteste le pouvoir et c'est aussi améliorer la coordination entre elles, améliorer la convergence de toutes ces luttes séparées, de toutes ces luttes dispersées.

Dans la liste non exhaustive certes, des organismes ou des structures sociales au sein desquelles s'établit la contestation du pouvoir d'Etat, je n'ai pas nommé les partis politiques. En effet, par rapport à l'existence du pouvoir d'Etat, par rapport à l'organisation du pouvoir économique dans la société, les partis politiques présentent ce caractère étrange d'être des organismes abstraits. Certes, le fonctionnement de la démocratie libérale formelle leur donne, par la voie électorale, la possibilité d'accéder aux postes de responsabilités au sein de l'Etat, certes l'exercice de ces responsabilités peut se faire pour promouvoir les intérêts des électeurs ou la carrière administrative des membres du parti, mais pour l'ensemble, il reste vrai que, d'une part, les membres d'un parti devenus ministres dans un gouvernement, y représentent toujours davantage les intérêts fondamentaux de la couche sociale à laquelle ils appartiennent, que les intérêts idéologiques généraux du parti et, d'autre part, que l'affrontement réel des forces sociales en la lutte pour l'obtention du pouvoir dans la société se fait hors des circuits de la démocratie formelle, donc bien souvent hors de portée des partis politiques. Il importe de ne pas caricaturer cette analyse et de ne pas réduire le rôle des partis politiques à néant, cependant, il y a dans ce caractère abstrait des partis un élément d'une importance extrême et qui doit appeler nos réflexions quant à la structure à donner aux partis.

Avant cependant d'examiner le problème de cette structure, il reste à évoquer les combattants dans la lutte politique. C'est-à-dire les hommes qui seront les moteurs essentiels de la promotion du socialisme.

Les combattants

Ici, se pose le problème fondamental de savoir si la classe ouvrière reste le moteur exclusif de la construction socialiste. S'il est vrai qu'elle demeure numériquement la principale des classes exploitées, un certain nombre de phénomènes nouveaux n'en sont pas moins venus modifier profondément son comportement politique.

La rupture de son isolement culturel a été évoquée plus haut, cette rupture entraîne la disparition du sentiment essentiel de solidarité ouvrière interne qui faisait la force de la classe ouvrière et affaiblit d'autant sa combativité. Il est d'autre part certain que la satisfaction croissante des besoins matériels minima contribue également à affaiblir la combativité ouvrière. Mais surtout, la classe ouvrière a subi une différenciation sociale croissante. L'augmentation rapide du nombre des mensuels, l'augmentation du nombre des manoeuvres, l'hétérogénéité croissante qui se traduit entre les tâches de contrôle de certains ouvriers très qualifiés et les tâches de certains employés sur machines de bureau provoquant une modification des réflexes fondamentaux, une dispersion, un éclatement de la classe ouvrière.

Enfin, et surtout, dans les structures mêmes du syndicalisme, des faits nouveaux sont intervenus. S'il est une couche sociale qui manifeste une particulière vivacité à l'heure actuelle, c'est celle des employés de banque, phénomène qui ne correspond plus à la description traditionnelle du syndicalisme ouvrier. On sait, d'autre part, toute l'importance qu'a prise le syndicalisme de la fonction publique ; on se souvient que les grèves de 1953 ont été limitées au secteur public et déclanchées par des postiers ; on sait, enfin, que le principal mouvement de réflexion, de recherche vers l'unité ouvrière est animé autour du MSUD, Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique, or les signataires de l'appel comportaient deux fonctionnaires sur trois membres.

Toutes ces remarques nous amènent à constater que la classe ouvrière elle-même ne présente plus ses caractéristiques traditionnelles et que les protagonistes du combat ouvrier, du combat socialiste, peuvent être bien différents que de ce que des marxistes sclérosés pourraient attendre.

La montée du syndicalisme de la fonction publique et des grandes entreprises nationalisées, nous semble, en particulier, révélatrice d'une autre frustration que la seule frustration matérielle. Au delà de l'insuffisance des rémunérations, en effet, la fonction publique ressent un sentiment de frustration particulier devant l'orientation du pouvoir. Faisant marcher la machine de l'état, les fonctionnaires sont particulièrement sensibles à ses imperfections et surtout à l'orientation qui lui est donnée et qui n'a pas leur accord. Ce type d'aliénation relève moins de l'exploitation au sens traditionnel du terme que de l'exigence de contrôle et de participation.

C'est, de la même manière, une frustration devant le pouvoir qui explique l'évolution actuelle d'un nombre fort important de jeunes techniciens. Ces cadres de l'industrie publique et privée, qu'il ne faut pas confondre avec les technocrates, dans la mesure où ils ne possèdent pas le pouvoir, se sentant pourtant capables de le détenir et de l'exercer, rencontrent dans leur fonction, dans leur métier, des problèmes quotidiens, auxquels sont données des solutions qui leur semblent aberrantes, insatisfaisantes, et en raison desquelles, ils sont amenés à une critique du pouvoir. De cette manière, on voit naître toute une classe de techniciens dont le potentiel révolutionnaire au niveau des structures de notre société est très grand.

Enfin, un autre groupe social, fait connaître aujourd'hui sa protestation devant les structures dans lesquelles il vit, ce sont les paysans. Je me réfère ici à l'importante enquête de Serge Mallet, publiée dans l'Observateur, pour rappeler que, parmi les exploitants évolués, un certain nombre reconnaissent aujourd'hui que le caractère absolu de la propriété privée emporte autant de limitations, de contraintes, bref d'aliénations de diverses sortes qu'il n'emporte de satisfactions profondes. Pour des raisons techniques, telles que impossibilité ou le refus du remembrement, pour des raisons psychologiques, tel que le désir d'accroître la terre, plutôt que d'investir dans l'achat de matériels agricoles ou d'équipements nouveaux, les paysans font à la propriété privée des sacrifices qui vont jusqu'à mettre en cause leur niveau de vie. La montée des jeunes paysans et leur refus de ces structures sclérosées est un facteur de bouleversement qu'il convient de ne pas négliger et qui fait des jeunes paysans, non pas les alliés seconds du mouvement ouvrier dans la lutte pour l'établissement de structures socialistes dans la société, mais des combattants à part entière, menant leur combat, en fonction de leurs objectifs, en pleine liberté, sans dépendance aucune vis-à-vis du mouvement ouvrier et dont il sera d'autant plus difficile, mais d'autant plus important, d'assurer l'acoordination et la convergence du combat avec le mouvement socialiste dans son ensemble.

Cette double description de la compétition pour le pouvoir et de l'ampleur du réseau des combattants montre que la lutte est partout, que la transformation de la société ne peut faire l'objet d'aucun dogmatisme et qu'elle ne dépend que des solutions qui seront trouvées ici et là dans chacune des cellules sociales ouvertes, dès aujourd'hui, à la compétition.

Dans ces conditions, le dernier et important problème qui reste à évoquer est celui de l'outil fondamental de la lutte, à savoir le parti politique.

L'Outil

Ce qui reste à dire est essentiellement un résumé des quelques notions éparses au sein des analyses précédentes. On a vu, en effet, que le parti de masse, conçu comme une armée, destiné à enlever le pouvoir par la force, ou conçu comme l'encadrement du corps électoral, destiné à enlever le pouvoir à la suite d'une victoire externe et conquise en une fois, se trouvait condamné. Il importe moins de disposer de effectifs considérables rompus à la discipline de parti et prêts à appliquer des consignes que d'avoir un important réseau d'animateurs politiques qui, dans chacune des cellules sociales où l'orientation du pouvoir se décide, sauront inventer les solutions nouvelles, sauront animer les combats, pour qu'au terme du processus se trouvent réalisées les transformations nécessaires. Dans ces conditions si le parti, conçu seulement comme un comité électoral, peut apparaître parfaitement dépassé par l'ampleur du combat en cause, si le parti de masse n'est plus historiquement adapté à la transformation de notre civilisation industrielle contestée, quel rôle lui reste-t-il et quelles structures lui donner.

Son rôle résulte, à l'évidence de ce qui a été dit précédemment. En premier lieu le parti doit être le lieu où s'organisent les innombrables luttes dispersées qui ont été abondamment évoquées ci-dessus, le lieu où se crée une doctrine cohérente et où s'anime l'ensemble de ces combats. A cet égard, le rôle du parti est de provoquer sans cesse ces confrontations entre tous les milieux sociaux en lutte, en cours de bouleversement, il est d'examiner sur chacun des grands problèmes de l'heure les conditions de la lutte technique que peuvent mener chacun des milieux intéressés, il est enfin le facteur qui doit favoriser la réunification des courants dispersés du mouvement socialiste. A cet égard, notre futur parti unifié a le privilège d'avoir dans son sein des représentants des trois grandes centrales syndicales françaises parmi les plus vivants, parmi les plus dynamiques, il faut espérer que cette confrontation entraînera une évolution décisive à l'intérieur même de ces centrales.

En second lieu le travail propre du parti est de traduire ces luttes dispersées dans ce que l'on pourrait appeler une approche institutionnelle, c'est au parti qu'il appartient de formuler les solutions législatives et réglementaires, d'entrer en compétition avec les organismes officiels de l'état, pour donner la formulation juridique aux solutions nouvelles, pour les faire entrer dans le droit après les avoir fait entrer dans les faits.

En troisième lieu, et surtout, le parti doit aborder avec une extrême énergie ce rôle de pédagogie et de culture qui résulte des formes d'aliénation que nous avons tenté de mettre en évidence. Si ce n'est pas une doctrine qu'il faut inculquer, mais des réflexes de fraternité humaine qu'il faut créer entre les hommes, c'est au parti qu'il appartient de donner naissance à cette fraternité, de créer des liens réels entre les hommes de toutes races et de faire naître une solidarité entre les plus défavorisés de tous les pays. Ceci implique notamment de la part de notre parti une politique particulièrement éclairée en matière de culture populaire et de mouvements de jeunesse.

Pour faire face à de telles tâches, le parti doit être profondément enraciné dans la vie professionnelle des différents milieux sociaux qui le composent. L'existence d'un nombre important de sections d'entreprise, à côté des sections territoriales, apparaît ici comme une nécessité. Les problèmes politiques sont plus faciles à aborder en termes concrets, proches des militants à partir de leurs difficultés professionnelles quotidiennes que dans le cadre d'une section dont le lien précis avec l'activité nationale passe par le conseil municipal.

On pourrait résumer ce travail du parti au niveau de chaque section en présentant l'activité de la section de la manière suivante :

- un quart du temps des sections de base serait consacré aux discussions de fond, à l'élaboration et à l'apprentissage de la doctrine ^{et de la ligne} politique qui restent certes fondamentales, mais qui sont pratiquement notre occupation exclusive actuelle,
- un deuxième quart du temps donnerait lieu à la confrontation des combats quotidiens de chacun des membres de la section. La détermination d'une ligne commune suivrait l'exposé par chacun des problèmes de type politique qu'il rencontre dans son milieu professionnel, dans les divers organismes auxquels il peut participer, en tant que Parents d'élèves, en tant que syndicaliste, que membre d'une association quelconque. Ce type de confrontations doit d'ailleurs être ouvert avec des organismes voisins et pas seulement limité aux membres du parti.
- un troisième quart de l'activité d'une section devrait être, ce que l'on pourrait appeler l'activité ouverte, c'est-à-dire la formation civique dans des réunions ouvertes à tous, réunions électorales, comptes rendus de mandats, meetings, mais surtout réunions de milieux sociaux, où l'on ferait venir les collègues de travail, de chacun des membres pour leur proposer une étude, une analyse qui se maintiendrait sur un plan d'objectivité relative, mais leur apporterait tout de même des éléments d'information indispensables.
- enfin, le quatrième quart du temps serait consacré à du travail culturel à confirmer chez chacun des membres de la section ses réflexes de fraternité fondamentale qui sont la base des motivations socialistes et qu'il nous faut savoir retrouver dans l'expression des arts et des techniques contemporaines.

Bien entendu, dans toute la mesure où les perspectives de la situation française ne sont pas nettes, où l'hypothèse d'un régime fasciste n'est pas à exclure, le parti conserve toutes ses responsabilités dans la préparation d'une éventuelle lutte violente. Mais le souci que nous devons avoir, au moment de le construire, est d'éviter, soit de scléroser le parti dans une attitude rigide et autoritaire en vue d'un combat de type exclusivement violent, soit, au contraire, de sombrer dans un réformisme à court terme, en écartant tout objectif de bouleversement profond de nos structures et toute possibilité de combat quelque peu rude....

°
° °

Coll. MichelRocard.org

CONCLUSION

-0-

S'il faut conclure cette étude trop longue et trop dispersée, je dirais simplement que j'ai voulu tenter de mettre en cause un certain nombre de vieux simplismes, tout à fait insuffisants, concernant la lutte des classes, l'exploitation, la plus-value, la conquête du pouvoir.

Si tous ces termes concernent actuellement un contenu réel, ce contenu n'est plus celui qui est formulé dans nos doctrines, il importe de retrouver les données réelles de ce contenu nouveau, faute de quoi notre action aura perdu toute précision.

Mes analyses ne seront certes pas reçues par tous, beaucoup seront contredites, certaines seront probablement infirmées par les faits, mais l'essentiel, me semble-t-il, est d'accepter la remise en cause, d'accepter la réflexion sur notre propre langage et de renoncer délibérément à ce qui est suranné, à ce qui n'est plus utile dans l'arsenal idéologique du socialisme.

Enfin, et surtout, le socialisme veut faire une société habitable pour l'homme. S'il est une lutte pour une plus grande justice sociale, il est aussi une lutte contre la solitude de l'homme. Or, et c'est le point essentiel de mon propos, l'homme est objet d'étude et de connaissance et c'est à partir de cette connaissance que s'orienteront les lignes de forces réelles du socialisme de la civilisation industrielle.

-0-

